



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

Tout le monde a le droit d'être bien soigné

www.santesud.org

SANTÉSUD
GroupesOS

- 3** ÉDITORIAL
- 4** NOTRE ASSOCIATION
- 6** SANTÉ SUD DANS LE MONDE : 2022 EN CHIFFRES

LES TEMPS FORTS DE SANTÉ SUD EN 2022

- 9** MÉDICALISATION DES ZONES RURALES
- 16** LUTTE CONTRE LES MALADIES PRIORITAIRES
- 23** SANTÉ, DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS ET ÉGALITÉ DE GENRE
- 29** SANTÉ COMMUNAUTAIRE
- 33** ENFANCE : SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

39 RÉSUMÉ DE L'ANNÉE 2022

42 RAPPORT FINANCIER 2022

AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT...

Santé Sud remercie tous ses partenaires, expert·es associatif·ves, volontaires, bénévoles et salarié·es qui, ensemble contribuent à améliorer l'accès à des soins de qualité pour tous·tes et le droit à la santé dans ses pays d'intervention. Notre reconnaissance va également à nos donateur·rices et partenaires privés et publics qui rendent nos actions possibles.

ÉDITORIAL

Depuis maintenant près de 40 ans, la qualité des soins et des parcours de patient-es est au cœur de notre métier et de nos programmes, qu'ils portent sur l'accompagnement et le suivi de projets d'établissement des structures de santé en Mauritanie, sur une approche en santé communautaire à Mayotte ou sur le renforcement de capacités autour des questions de nutrition liées à la santé à Madagascar, par exemple.

En particulier, une des principales valeurs de Santé Sud, « Agir sans remplacer », se décline dans toute sa dimension sur tous nos programmes, quel que soit le pays d'intervention. Ainsi, nous construisons et mettons en œuvre nos activités selon **une méthodologie intégrée et globale de la santé fondée sur les droits et l'égalité de genre, qui s'appuie sur quatre piliers.**

Une approche communautaire et participative visant l'acquisition d'aptitudes individuelles et un plus grand pouvoir d'agir pour sa santé. Dans ce sens, nous renforçons par exemple l'éducation pour la santé par la formation de relais communautaires qui, à leur tour, sensibilisent largement leurs pairs et la population ciblée, les plus vulnérables en particulier (femmes, jeunes et enfants, populations stigmatisées ou résidant en zones isolées). Ces relais informent sur les droits sexuels et reproductifs, et, plus globalement, le droit d'être accueilli avec respect et bienveillance par des équipes médicales et soignantes compétentes, qui que l'on soit et quelle que soit sa pathologie. La question des violences basées sur le genre est aujourd'hui un point d'attention essentiel, et l'information et la sensibilisation à ses enjeux de toutes et tous, société civile et soignants, est une préoccupation primordiale de Santé Sud.

Le renforcement des prestataires de santé primaire et de référence pour offrir une meilleure qualité des soins à toutes et tous. Nous accompagnons les équipes médicales et soignantes en place pour l'amélioration de leurs compétences, toujours avec l'objectif d'apporter des soins adaptés et de qualité. De plus, le recrutement de ressources professionnelles locales et qualifiées est assurément une valeur ajoutée à la mise en œuvre pérenne de nos programmes. La place de nos expert-es prend alors toute sa dimension, expert-es du Sud comme du Nord, notamment via des dispositifs de suivi formatif, sur la médecine d'urgence ou la démarche qualité en laboratoire en Afrique de

l'Ouest par exemple. Santé Sud ne serait rien sans l'engagement de ces expert-es souvent bénévoles qui consacrent plusieurs jours ou semaines à la mise en œuvre de nos projets.

Le renforcement de la société civile pour accompagner les populations et porter le plaidoyer pour des environnements favorables à la santé. Tous nos projets sont mis en œuvre en partenariat avec des associations locales, toutes engagées pour le droit à la santé des populations. De Rabat à la Ouagadougou, de Tunis à Bamako, c'est grâce à ces organisations de la société civile que nos projets communs peuvent atteindre leurs objectifs et viser de meilleurs impacts et une plus grande pérennité.

La responsabilisation des autorités sanitaires à élaborer et coordonner des politiques de santé publique répondant aux besoins des populations. Le partenariat avec le Ministère de la Santé de chacun des pays est essentiel pour faciliter la mise en œuvre des stratégies élaborées, mais également faire évoluer les politiques de santé publique et appuyer les plaidoyers de la société civile pour une meilleure prise en charge des pathologies trop souvent délaissées, telles que la Drépanocytose et, plus globalement, améliorer la réponse aux enjeux actuels de santé publique dans nos pays d'intervention.

Un dernier mot pour remercier l'ensemble de nos partenaires, qu'elles et ils soient expert-es bénévoles, soutiens solidaires, donatrices et donateurs, organisations de la société civile, partenaires institutionnels et financiers, ainsi que l'ensemble des équipes de Santé Sud qui œuvre au quotidien pour contribuer à notre ambition commune : « tout le monde a le droit d'être bien soigné ».



**Marie-José Moinier, Présidente
Benjamin Soudier, Directeur Général**

SANTÉSUD
Groupe SOS



Siège

200, boulevard National

Le Gyptis II, bât. N - 13003 Marseille

+33 (0)4 91 95 63 45 - contact@santesud.org

www.santesud.org

NOTRE ASSOCIATION

QUI SOMMES-NOUS ?

Santé Sud agit pour permettre l'accès à tous et à toutes à des soins de qualité. Nous n'opérons ni dans l'urgence, ni en remplacement. Nous construisons progressivement avec nos partenaires des systèmes de santé plus efficaces et vertueux.



UNE MÉTHODOLOGIE INTÉGRÉE, POUR DES INTERVENTIONS ADAPTÉES ET PÉRENNES

DIAGNOSTIC

Santé sud évalue les besoins des populations en tenant compte des différentes parties prenantes : autorités locales, société civile, expert-es du Nord et du Sud et les populations ciblées par l'action.

ACTION

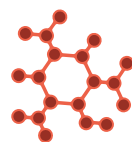
Santé Sud agit sans remplacer Nous formons des professionnel·les de santé primaire et de référence, nous favorisons leur mise en réseau, nous co-construisons des plans d'amélioration des parcours de soins et nous renforçons les aptitudes individuelles et le pouvoir d'agir des populations..

IMPACT

Santé Sud accélère l'adoption de meilleures pratiques de santé Nous favorisons l'innovation, renforçons la société civile et faisons évoluer les politiques publiques en santé. Nous évaluons le changement obtenu pour le démultiplier.

NOS 5 THÉMATIQUES D'ACTION

Médicalisation
des zones rurales



Lutte contre
les maladies
prioritaires

Enfance : santé et
développement



Santé, droits sexuels
et reproductifs et
égalité de genre

Santé
communautaire

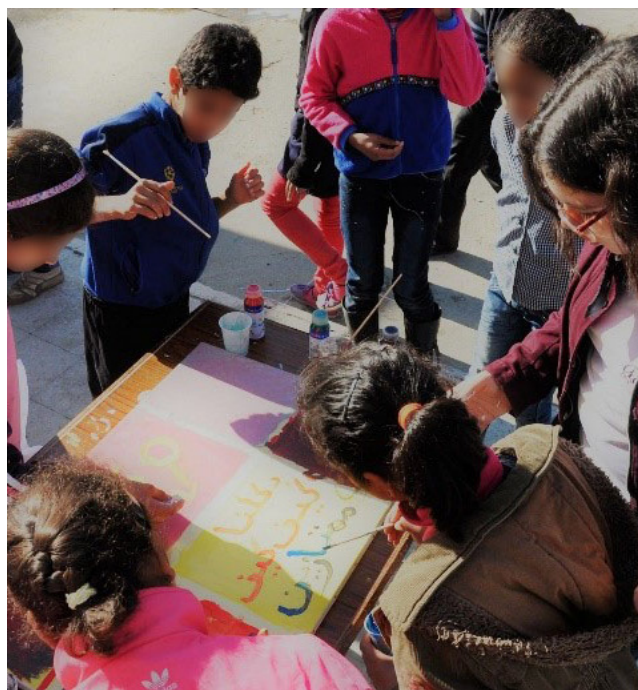


NOUS AGISSONS POUR ET AVEC EUX

Le renforcement des systèmes de santé, de la qualité et de l'accessibilité des soins profite à tous et à toutes dans les aires de santé concernées par nos programmes.

Santé Sud accentue néanmoins ses actions pour inclure plus particulièrement les publics « clés », de par leurs vulnérabilités économique et sociale, leur isolement géographique, ou encore les violences, stigmatisations et discriminations qu'ils peuvent subir.

Avec des méthodologies comme la mobilisation de relais communautaires, ou le travail entre pairs, les populations sont des actrices des projets et de leur santé, à part entière.



LE RÉSEAU D'EXPERT·ES BÉNÉVOLES DE SANTÉ SUD

Le réseaux d'expert-es métiers est composé de professionnel·les de santé – médecins généralistes, urgentistes, pédiatres, sages-femmes, psychologues, technicien·nes de laboratoires, etc. - de responsables éducatif·ves, de directeur·rices d'établissements et de cadres supérieur·es de la santé. Leur mission est de participer à la conception et à la réalisation des projets à la fois au siège à Marseille, en accompagnant nos équipes, et sur le terrain, en formant et soutenant nos partenaires et les associations de la société civile.

SANTÉ SUD DANS LE MONDE : **2022** EN CHIFFRES

LES EXPERT·ES ET LES MISSIONS D'EXPERTISE

45

missions d'expertises en 2022

33

expert·es parti·es en mission de formation en 2022

2 000

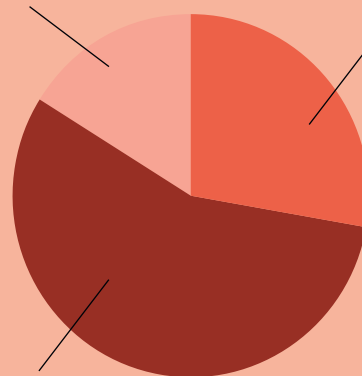
jours de missions de formation sur le terrain en 2022

LES PROJETS

OCÉAN INDIEN
16%

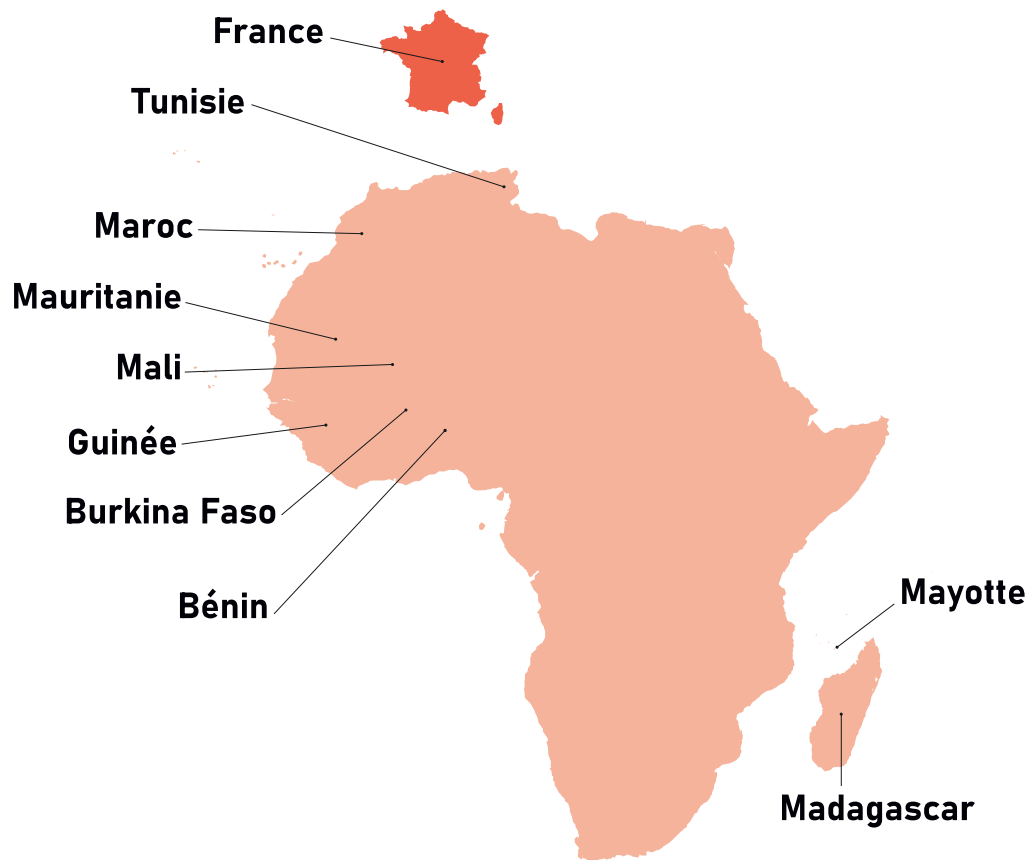
MAGHREB
28%

56%
AFRIQUE DE L'OUEST



LES BÉNÉFICIAIRES FINAUX·ALES

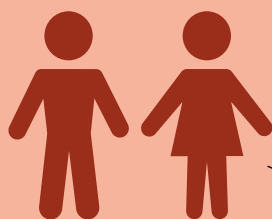
+ DE 12 MILLIONS
de personnes ont un meilleur accès aux soins



SALARIÉ·ES

112

personnes (tous types de contrats)

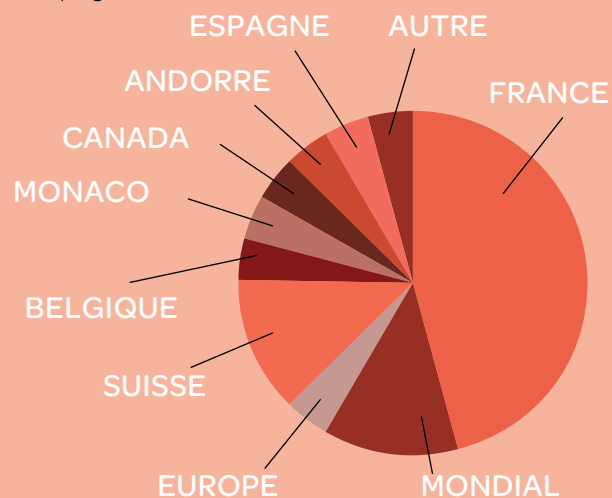


dont 86% sur le terrain en 2022

dont 70% employées localement (contrats locaux) en 2022

LES BAILLEURS DE FONDS

Voir page 44.



PARTENAIRES

142

partenaires dans nos pays d'intervention

BUDGET

3,8 MILLIONS €
pour l'année 2022

LES TEMPS FORTS DE SANTÉ SUD EN 2022



L'ensemble des projets de Santé Sud contribue principalement à trois Objectifs de Développement Durable : Bonne santé et bien-être, Égalité entre les sexes et Inégalités réduites. Nous travaillons également sur l'Objectif de Développement Durable « faim zéro » dans le cadre d'un projet à Madagascar (voir page 37).





MÉDICALISATION DES ZONES RURALES



**NOMBRE
DE PROJETS**

4



PAYS COUVERTS

Mali, Bénin, Guinée et Madagascar



**GROUPES
CIBLES**

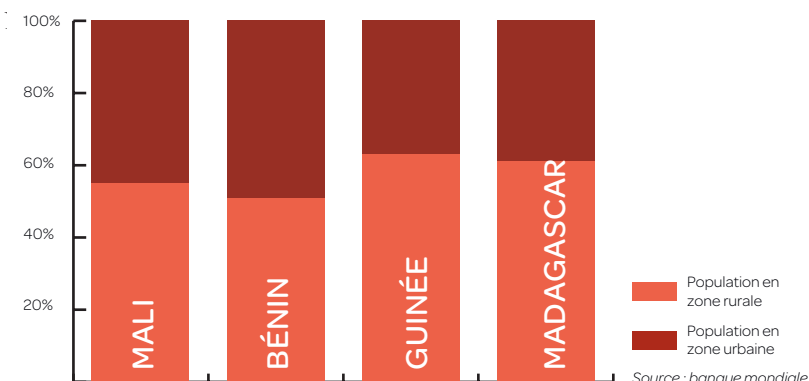
708
professionnel·les
de santé



**BÉNÉFICIAIRES
FINAUX-ALES**

+ 8 MILLIONS
des habitant·es des aires
de santé où Santé Sud intervient

En Afrique et dans l'Océan Indien, l'offre médicale est concentrée essentiellement dans les villes. Pourtant, plus de la moitié de la population réside en zone rurale. Les populations rurales doivent parcourir plusieurs kilomètres pour pouvoir accéder à des soins. Cela engendre des taux de morbidité et de mortalité significativement plus élevés qu'en zone urbaine.



Afin de répondre à cette problématique, Santé Sud accompagne l'installation de médecins généralistes communautaires en milieu rural. Il s'agit d'une activité historique de l'association dont la pérennité a été démontrée grâce à la mise en œuvre d'une méthodologie adaptée*.

Santé Sud accorde une attention particulière à l'ensemble des éléments nécessaires pour accompagner au mieux les médecins dans :

- ▶ leur formation pour faire face aux spécificités de l'exercice de la médecine en milieu isolé, en prenant en compte les moyens et ressources disponibles
- ▶ la mise en réseau de ces médecins avec les autres acteur·trices de santé présent·es dans la zone d'installation le cas échéant, pour travailler en complémentarité
- ▶ le travail sur la viabilité économique des cabinets
- ▶ la structuration et le renforcement des associations professionnelles représentatives de médecins ruraux afin de les rendre, entre autres, à même de collaborer avec les autorités publiques
- ▶ le développement d'une approche communautaire avec l'organisation de groupes d'échanges

* Guide de médecins de campagne disponible en ligne sur notre site internet.

BÉNIN, GUINÉE, MALI

PROMOUVOIR LA MÉDECINE GÉNÉRALISTE COMMUNAUTAIRE

Nos partenaires opérationnels :

Bénin : AMCB, AIMS, PSSP Mali : ASPPSM, AMC-Mali

Guinée : FMG, COMEC-GUI France : [Datasanté](#)

Dans le cadre d'un programme mis en place entre 2019 et 2022, Santé Sud et ses partenaires ont œuvré à l'amélioration de la couverture sanitaire et de la qualité des soins dispensés dans les régions rurales du Bénin, de la Guinée et du Mali.

Ce programme promeut la médicalisation des zones rurales à travers **la reconnaissance du métier de médecin généraliste communautaire**.

Concrètement, nous avons accompagné l'installation pérenne de jeunes médecins par :

- ▶ la réhabilitation et l'équipement de nouveaux centres médicaux communautaires
- ▶ la formation de médecins « référent-es maîtres de stage »
- ▶ le compagnonnage de nouveaux médecins installé-es
- ▶ des séances d'échanges de pratiques professionnelles

De plus, nous avons travaillé à la mise en place du **Dossier médical patient informatisé** dans les centres de santé de première ligne. Ce travail d'informatisation permet l'amélioration de la coordination des soins et du suivi des patient-es ainsi que la réduction du temps de travail administratif des médecins, notamment par la production automatisée de statistiques, de bilans et de rapports d'activité. Ces dossiers informatisés sont adaptés aux exigences de chaque pays en matière de remontées d'informations sanitaires.

Santé Sud a ainsi accompagné l'installation du logiciel [Datasanté](#) auprès des médecins accompagné-es dans les trois pays.



INSTALLATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES DANS UN CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE AU BENIN

« La médecine de campagne, c'est très intéressant ! Il faut vivre cela pour comprendre [...] L'essentiel c'est d'être bien accompagné. Parce que souvent ce n'est pas facile avec la communauté. Mais si tu es bien accompagné comme avec des ONG comme Santé Sud, ça rendra la tâche facile. Parce que à chaque fois quand on a des problèmes, on les appelle. Ils se déplacent depuis Bamako. »

Dr Ramata Samake, Mali, 2022



CONSULTATION D'UN MÉDECIN GÉNÉRALISTE COMMUNAUTAIRE ACCOMPAGNÉ DE PAIR-ES

Dans le cadre du présent programme, les organisations de la société civile représentant les médecins généralistes communautaires se sont renforcées et sont aujourd'hui reconnues en tant qu'interlocutrices de référence des responsables de la santé publique.

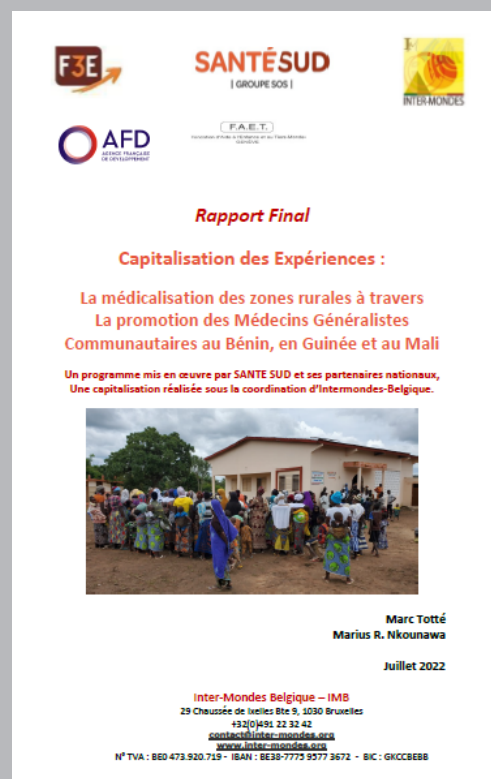
Réalisation d'une démarche de capitalisation sur la méthodologie de médicalisation des zones rurales développée afin de la partager en Afrique de l'Ouest

En partenariat avec F3E et Inter-mondes.

Afin de proposer des outils de capitalisation pour diffuser les bonnes pratiques, Santé Sud, en partenariat avec F3E et Inter-mondes, a travaillé sur des documents synthétiques. Ceux-ci ont pour objectif de faciliter le partage des méthodologies et expertises développées auprès d'autres médecins non seulement dans les pays ciblés par le projet mais également dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Le travail de capitalisation réalisé entend tirer les enseignements des pratiques de la médecine générale communautaire conduites par Santé Sud et ses partenaires au Bénin, en Guinée et au Mali.

Ces documents se veulent au plus proche du terrain, et prennent le parti de se concentrer sur la parole des premier-ères concerné-es – les médecins généralistes communautaires – par le recueil de leur parole lors d'interviews filmées.



Marc Totté
Marius R. Nkounawa

Juillet 2022

Inter-Mondes Belgique – IMB
29 Chaussée de Ixelles Bte 9, 1030 Bruxelles
+32(0)491 22 32 42
contact@inter-mondes.org
www.inter-mondes.org

N° TVA : BE0 473.920.719 • IBAN : BE38-7772 9577 3672 • BIC : GKCCBEBB

Partenaires financiers : Agence Française de Développement, Fond d'Aide à l'Enfance et au Tiers-Monde, Fonds de Dotation Cie Fruitière, Fondation EDF, Synergie Solaire, Eko Energie

Partenaires institutionnels dans les pays d'intervention :

Ministères de la Santé du Bénin, de la Guinée et du Mali et leurs services déconcentrés

Faculté de médecine de Bamako, de Parakou et de Conakry

Communes du Bénin et de Guinée

Associations de Santé Communautaires au Mali.

MALI

FORMER LES MÉDECINS DE CAMPAGNE À L'URGENCE

Nos partenaires opérationnels :

Mali : AMC-Mali
France : UNFM

Au Mali, les centres de santé de première ligne en milieux isolés vont apporter les premiers diagnostics et soins sur des pathologies aussi variées que :

- ▶ Des maladies transmissibles (paludisme, infections respiratoires, diarrhées, parasitoses) ou non transmissibles (insuffisance cardiaque ou respiratoire, drépanocytose - cf. page 16).
- ▶ Des cas de traumatologie (fractures, plaies, abcès, brûlures)
- ▶ Des urgences pédiatriques
- ▶ Des patient-es en situation critique dû à un retard d'arrivée au centre de santé

Ces cas nécessitent une prise en charge efficace, alors que les centres de première ligne ont des moyens limités pour y répondre.

On assiste à un déséquilibre entre zones urbaines et rurales dans l'accès aux soins : la mauvaise répartition des ressources humaines, le manque de formation des professionnel-les, ainsi que le manque d'infrastructures, d'équipements médicaux adaptés et de moyens d'évacuation sont autant de freins à la prise en charge des populations qui nécessitent des soins d'urgence.

De plus, au Mali, il n'existe pas d'enseignement universitaire de la médecine d'urgence.



CAMPAGNE DE VACCINATION D'ENFANTS AU MALI

En réponse aux besoins de prise en charge en urgence constatés au Mali, Santé Sud mène un projet depuis 2019 et jusqu'à 2023 visant à renforcer les capacités des professionnel-les de santé en médecine d'urgence. Un programme de formation en ligne est en cours d'élaboration afin d'accompagner les médecins de campagne dans leur montée en compétences.



Ce programme de formation a été réfléchi en partenariat avec le réseau d'expert-es de Santé Sud, Etienne Kras en particulier.

Médecin urgentiste en région Provence Alpes Côtes d'Azur et expert bénévole pour Santé Sud, Etienne Kras nous en parle :

« Santé Sud développe depuis 2013 une formation aux soins d'urgence à destination des médecins exerçant en première ligne des systèmes de soins dans les pays à ressources limitées. En 2022-23, Santé Sud s'associe à l'Université Numérique Francophone Mondiale pour proposer une formation [...] destinée à tous les médecins exerçant dans les pays à ressources limitées et qui font face à des situations d'urgence. Elle s'intègre au système de santé national et s'appuie sur des expert-es internationaux universitaires des pays d'interventions. »

Dr Etienne Kras, médecin urgentiste, 2022

Compte tenu de la situation sanitaire récente et de l'évolution des technologies de l'information, la formation est élaborée selon un modèle d'enseignement à distance (e-learning) et est donc facilement accessible par internet et hors ligne, pour tout·e médecin·e désireux·euse de renforcer ses compétences spécifiques.

Ce cursus de formation a été élaboré pour intégrer les spécificités nationales des systèmes de santé partenaires : il s'adapte au degré d'accessibilité aux soins et aux ressources disponibles. Cette formation à distance sera ensuite complétée par une formation pratique, incluant plusieurs semaines de stage en centres hospitaliers disposant d'un service d'urgence.

Les partenaires académiques locaux seront mobilisés afin de pérenniser le curriculum de formation et de le faire évoluer vers une formation diplômante.

Partenaire financier : Frères de nos frères

Partenaire institutionnel au Mali : Faculté de médecine de Bamako

MADAGASCAR

ACCOMPAGNER L'INSTALLATION D'AGENT·ES DE SANTÉ EN ZONE RURALE

Nos partenaires opérationnels :

Ministère de la Santé de Madagascar

Institut National de la Santé Publique et Communautaire

Le ministère de la Santé malgache a mandaté Santé Sud pour renforcer ses ressources humaines en santé et pour décliner son expertise en installation et stabilisation de ressources humaines en zone rurale à Madagascar.

Fraîchement sorti·es des écoles, médecins et professionnel·les de santé ne disposent pas d'expérience de la pratique dans des conditions aussi particulières que celles des zones isolées. Éloigné·es des hôpitaux et des laboratoires et soumis·es aux difficultés logistiques de toutes sortes, les professionnel·les installé·es en zone rurale agissent quasiment seul·es, à la tête de petites structures de santé de base que ces derniers·ères doivent apprendre à gérer.

C'est cette expérience que Santé Sud peut transmettre, grâce à une méthodologie éprouvée d'accompagnement basée sur la formation et le compagnonnage, où des médecins aguerris·es forment et suivent sur le long terme les nouveaux·elles venu·es.

Cela favorise le partage d'expériences et évite l'isolement, qui est une cause majeure d'abandon du poste par de nombreux·euses médecins.

Cet accompagnement a bénéficié à 500 agent·es de santé qui ont pu suivre des formations pratiques et pour plus de la moitié un accompagnement par compagnonnage entre pairs.



SUPERVISION ENTRE PAIRS DANS UN CENTRE DE SANTÉ

Les acteur-trices impliqués remontent leurs ressentis sur ce projet

Les agent-es de Santé :

- ▶ La plupart des agent-es de santé ont reconnu que le dispositif a apporté une grande aide dans l'exercice de leur fonction et a influencé positivement le maintien de leur poste
- ▶ Les sessions dispensées ont été qualifiées de très utiles par la majorité des agent-es de santé
- ▶ La satisfaction des agent-es communautaires à leurs postes actuels est significativement liée à une bonne collaboration avec les autorités locales et la communauté, la disponibilité de moyen de transport et l'accessibilité du centre de santé

Les patient-es :

- ▶ 72,5% des patient-es sont satisfait-es de l'accès aux soins
- ▶ Dans la région de Bongolava, la proportion des usager-ères qui ont consulté dans un autre centre de santé est passée de 19,6% à 8,3%, et celle des usager-ères qui ont dû consulter dans un autre centre à cause de l'absence de l'agent-e de santé a aussi diminué, passant de 16,7% à 0%

Les autorités locales :

- ▶ Les autorités reconnaissent l'utilité du dispositif d'accompagnement pour les agent-es de santé nouvellement installé-es
- ▶ La plupart des autorités sanitaires estiment que les agent-es de santé sont disposé-es à rester plus longtemps à leur poste

« La formation nous a fourni des bagages pour faire face à notre premier poste. Maintenant j'ai plus de confiance en moi face un-e patient-e. J'applique par exemple le processus à suivre pour la prise en charge des enfants. En plus il y a eu les compagnonnages, c'est une source de motivation car on sait que nous ne sommes pas abandonné-es ou délaissé-es dans notre zone enclavée. »

Olivia, Sage-femme et agente communautaire formée sur le projet, 2022



Partenaire financier : Ministère de la Santé de Madagascar (sur financement de la Banque Mondiale)

Partenaire institutionnel : Ministère de la Santé de Madagascar



MALI

INSTALLER ET PÉRENNISER DES LABORATOIRES D'ANALYSES MÉDICALES DANS DES ZONES RURALES

L'accès à des soins de santé de qualité est un facteur déterminant de l'état de santé des populations. La qualité des soins reste cependant tributaire de la qualité du diagnostic, qui va déterminer la conduite thérapeutique. Le laboratoire d'analyses médicales joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la qualité des soins, le suivi des malades et la surveillance des maladies.

Le diagnostic biologique est également une étape clef dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre les maladies transmissibles prioritaires (VIH/Sida, Tuberculose, Paludisme) qui sont malheureusement encore très présentes dans certains pays du Sud comme le Mali, notamment au sein des populations les plus vulnérables. L'efficacité de ces programmes dépend de l'existence d'un réseau de laboratoires fonctionnel, doté d'un personnel correctement formé et d'un système d'assurance qualité adéquat.

Au Mali, comme dans beaucoup de pays en voie de développement, le rôle d'appui du diagnostic biologique à la clinique est insuffisamment connu et utilisé. Il est souvent inexistant au premier niveau de contact des systèmes de santé et rend le diagnostic puis la prise en charge médicale des patient-es très compliqués, notamment en zone rurale.

Santé Sud et ses partenaires installent au Mali des laboratoires de campagne et forment leurs professionnel·les dans plusieurs centres de santé communautaire isolés. Aussi, ces centres de santé communautaire bénéficient de l'installation du dossier médical partagé informatisé DATASANTE.

« Avant l'arrivée du laboratoire, le centre réalisait seulement quelques tests rapides par exemple les TDR du Paludisme, des tests de grossesse. Les personnes dont l'état de santé nécessitait des examens biologiques étaient dirigées vers le centre de santé de référence de Ségou. L'avènement du laboratoire dans l'aire de santé de Fatiné a été d'un apport inestimable, permettant l'exactitude et/ou la confirmation des diagnostics, l'augmentation de la fréquentation du centre de santé, la réduction des souffrances des patient-es ainsi que des dépenses (car les analyses se font sur place), et l'amélioration de la qualité de l'offre de soins en général. [...] Nous nous réjouissons de l'adhésion de la communauté, de la satisfaction et de l'accompagnement des décideur-euses communales. »

Dr Mamadou Coulibaly, Médecin directeur du centre de santé communautaire de Fatiné, 2022

Depuis 2011, Santé Sud a coordonné au Mali :

- ▶ L'installation de 22 laboratoires
- ▶ L'accompagnement à l'électrification des centres de santé et laboratoires par le biais de panneaux photovoltaïques
- ▶ La formation de plus de 130 professionnel·les travaillant en laboratoire
- ▶ + de 300 000 personnes bénéficient de ces services

En 2022, ce sont 5 laboratoires supplémentaires qui ont été installés en zone rurale et accompagnés par Santé Sud.

L'action de Santé Sud a ainsi permis d'améliorer le plateau technique des centres de santé communautaire, leur fréquentation et l'offre de services. Les ressources humaines de ces centres ont vu leurs compétences renforcées dans le domaine du système d'information sanitaire, de l'hygiène, de l'analyse des examens biologiques et du suivi des maladies chroniques.

Nos partenaires opérationnels :

Fondation Mérieux

Centre d'Infectiologie Charles Mérieux du Mali (CICM)

Association des Médecins de Campagne

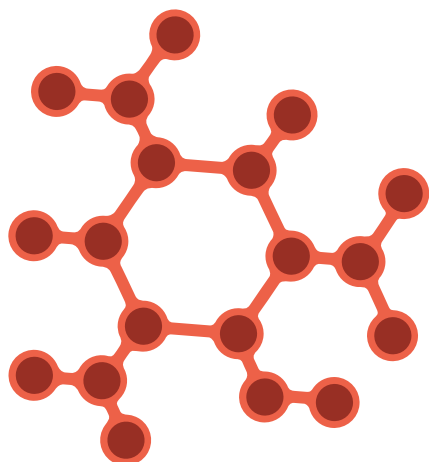
Associations de santé communautaire (ASACO)



FORMATION DU PERSONNEL D'UN
LABORATOIRE COMMUNAUTAIRE

Partenaire financier : Direction de la
Coopération Internationale Monaco

Partenaire institutionnel : Ministère de
la Santé Malien



LUTTE CONTRE LES MALADIES PRIORITAIRES



**NOMBRE
DE PROJETS**

7



PAYS COUVERTS

Mali, Mauritanie, Maroc et Tunisie



**BÉNÉFICIAIRES
FINAUX-ALES +2 MILLIONS**

de personnes



FORMATIONS DES TECHNICIEN-NES LORS DU DÉPLOIEMENT DES TESTS DE DÉPISTAGES RAPIDES (TDR) EN MAURITANIE

Santé Sud accompagne la lutte contre les maladies prioritaires de ses pays d'intervention à travers une approche intégrée visant à renforcer l'ensemble du système de santé pour prévenir ces maladies et offrir aux patient-es des soins de qualité tout au long de leur parcours de santé. Notre objectif est de réduire durablement l'incidence de ces maladies et d'offrir aux malades une meilleure prise en charge.

Les actions mises en œuvre s'inscrivent dans les politiques publiques de santé de nos pays d'intervention, et ciblent en priorité les populations vulnérables. Nous intervenons en zones rurales ou en visant spécifiquement des groupes de population particulièrement concernés par ces maladies (femmes enceintes, enfants, jeunes, personnes incarcérées, hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, travailleur-euses du sexe, usager-ères de drogues injectables, etc.).

Les activités déployées s'articulent autour de trois composantes :

- ▶ la prévention, à travers l'amélioration des connaissances et pratiques des populations
- ▶ le renforcement des capacités de diagnostic et de prise en charge des pathologies, notamment via la formation des professionnel-les de santé
- ▶ le renforcement des acteurs-rices locaux-ales pour la promotion durable du droit à la santé des malades et la prévention de l'incidence des maladies

La formation des professionnel-les de santé s'appuie sur le déploiement d'expertises spécifiques à chaque pathologie et sur le déploiement d'expertises socles permettant le renforcement :

- I) de l'organisation et de la qualité des soins
- II) des laboratoires de biologie médicale

- III) de l'hygiène hospitalière, bénéficiant au renforcement global du système de santé sur l'ensemble de la pyramide sanitaire.

MALI, MAURITANIE

PROMOUVOIR LA LUTTE CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE

Première maladie génétique mondiale, la drépanocytose est particulièrement présente en Afrique. Cette pathologie affecte l'hémoglobine des globules rouges et se manifeste notamment par une anémie, des crises extrêmement douloureuses et un risque d'infection bactérienne sévère entraînant de graves complications dès le plus jeune âge. Ainsi, 50% des enfants drépanocytaires décèdent avant l'âge de 5 ans des complications liées à la maladie (OMS).

Bien que reconnue par l'OMS et l'ONU comme la quatrième priorité de santé publique dans le monde, la lutte contre la drépanocytose reste insuffisamment mise en avant et manque singulièrement de relais dans la communauté internationale. Au Mali et en Mauritanie, la maladie n'est pas ou mal connue des professionnel·les de santé et des populations, avec une offre de soins limitée pour sa prise en charge.

En 2022, à la suite de la formation des professionnel·les de santé réalisée en 2021, des expert·es ont été mobilisé·es afin de poursuivre la formation des professionnel·es de santé directement dans leur centre à travers des missions de compagnonnage.



OUMOUKELSOUM, RÉFÉRENTE COMMUNAUTAIRE DE L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX DRÉPANOCYTAIRES DE MAURITANIE

Nos partenaires opérationnels :

[Association Maliennne de Lutte contre la Drépanocytose](#)

[Association des Médecins de Campagne du Mali](#)

Association de Soutien aux Drépanocytaires de Mauritanie

20 établissements de santé (centres hospitaliers et centres de santé) des régions dudu Brakna, Gorgol et Guidimakha

[Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose](#)



Vivre avec la drépanocytose

« J'ai été diagnostiqué de la drépanocytose depuis l'enfance. J'ai constaté que le froid est un facteur dangereux pour la maladie.

Le maître symptôme est la douleur et chez moi la manifestation commence au niveau de l'abdomen par des douleurs abdominales intenses. [...]

Les crises sont fréquentes aussi pendant la saison des pluies avec l'humidité. C'est pour cela, dès que la pluie menace, je fais tout pour rentrer vite à la maison en arrêtant les travaux champêtres car si je suis battu par la pluie j'ai une crise de douleur. »

Patient du Centre de Santé Communautaire de Mena

Formations au Mali : personnel soignant de 22 centres de santé communautaires et leurs 9 centres de santé de référence

Formations en Mauritanie : personnel soignant de 22 établissements de santé, depuis le niveau primaire des wilayas du Sud de la Mauritanie jusqu'à la référence nationale à Nouakchott

► Renforcement des capacités de 3 OSC : l'association de soutien aux drépanocytaires de Mauritanie, l'Association malienne de lutte contre la drépanocytose et l'association des médecins de campagne du Mali.

► Depuis le début du projet, au Mali, 12 000 personnes ont été testées par tests de dépistage rapide (TDR). Parmi eux, 2 500 personnes sont porteuses du trait drépanocytair et 560 personnes sont atteintes de la drépanocytose. En Mauritanie le nombre de dépistage de la drépanocytose a été multiplié par trois entre 2021 et 2022 dans les structures de santé partenaires.

► 410 relais communautaires (220 au Mali, 190 en Mauritanie) ont sensibilisé 32 000 personnes en Mauritanie et 50 000 au Mali

✳ Lutte contre les maladies prioritaires

Cela permet aux expert-es de la drépanocytose d'accompagner les professionnel·les de santé en consultation, en situation réelle, pour transmettre leurs compétences sur le diagnostic et la prise en charge de la drépanocytose. Les technicien·nes de laboratoire ont également été accompagné·es par des expert-es pour renforcer les capacités de dépistage, avec mise à disposition des laboratoires des CS et CHR du TDR pour la drépanocytose, réelle avancée pour un dépistage facilité et fiable.

Les professionnel·les de santé formé·es ont été mis·es en réseau avec les spécialistes de la drépanocytose de chaque pays afin de favoriser les échanges entre pairs sur les cas rencontrés. Un colloque a par ailleurs été organisé à Nouakchott en juin 2022 à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la drépanocytose, permettant de réunir plus de 50 participant·es représentant·es des professionnel·les de santé, du Ministère de la Santé et de la société civile.

Des outils de sensibilisation ont été élaborés et diffusés (images du flipchart et de la vidéo « la drépa quoi ») et ont permis, avec l'appui des associations de patient·es, de sensibiliser au moins 82 000 personnes dans les deux pays. .

Les associations de patient·es, l'ASDM en Mauritanie et l'AMLUD au Mali, ont été renforcées. L'ASDM a notamment bénéficié d'une mission de renforcement des capacités sur l'éducation thérapeutique. Cela a permis de lancer un cycle de groupes de paroles entre patient·es et familles de patient·es pour échanger sur le vécu de la maladie.



DR MANSOUR SY, DIRECTEUR SANTÉ SUD MALI, LORS DU SÉMINAIRE MÉDICAL SUR LA DRÉPANOCYTOSE EN MAURITANIE LE 19 JUIN 2022



SENSIBILISATION À LA DRÉPANOCYTOSE AU MALI, AVEC LE FLIPCHART

Partenaires financiers : Direction de la Coopération Internationale de Monaco, Principauté d'Andorre, Agence Française de Développement (les financements des activités au Mali par l'AFD se sont arrêtés le 25/11/2022)

Partenaires institutionnels : Ministère de la Santé mauritanien, Ministère de la Santé et du Développement Social malien, Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose, Facultés de médecine de Bamako et de Nouakchott, Autorités sanitaires et administratives régionales et locales des deux pays.

MAURITANIE / PROJET PASSERELLES

RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA, LA TUBERCULOSE, LE PALUDISME ET LEURS CO-INFECTIONS DANS LE PARCOURS DE SOINS EN SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE SELON UNE APPROCHE SENSIBLE AU GENRE

Notre partenaire opérationnel :
SOS Pairs-Educateurs

En 2022, Santé Sud a lancé en Mauritanie un programme ambitieux de lutte contre les maladies prioritaires, selon une approche intégrée au parcours de soins en santé sexuelle et reproductive et sensible au genre.

Bien qu'il existe une volonté politique de changement et d'amélioration, le système de santé mauritanien reste limité et fragile, confronté à des indicateurs élevés de mortalité maternelle et infanto-juvénile. Le profil épidémiologique du pays est en outre fortement marqué par les pathologies infectieuses transmissibles dont le paludisme, la tuberculose, l'hépatite B et le VIH-SIDA concernant les populations vulnérables en particulier.



FORMATION SUR LE GENRE

En partenariat avec l'OSC mauritanienne **SOS Pairs-Educateurs**, le projet PasserElles entend renforcer l'intégration des services de santé sexuelle et reproductive pour l'amélioration de la lutte contre le VIH, les IST, leurs co-infections dont la tuberculose et le paludisme dans les régions de Nouakchott, Trarza et Dakhlet-Nouadhibou.

Le projet s'articule autour de deux axes :

- ▶ au niveau communautaire avec des actions de promotion de la santé auprès de populations vulnérables et éloignées des soins
- ▶ au niveau des prestataires des soins avec le renforcement de l'organisation des services et de la prise en charge des patient-es

En 2022, SOS Pairs-Educateurs et Santé Sud, ont formé conjointement 45 pairs-éducateur-rices aux enjeux de promotion de l'égalité de genre et de l'accès aux services de santé en fonction du genre, aux droits à la santé sexuelle et reproductive et à l'identification des violences basées sur le genre.

Des diagnostics de l'organisation et de la qualité des soins sensibles au genre ont été réalisés dans les 4 centres hospitaliers partenaires. Ils ont été conduits en alliant des expertises Santé Sud en organisation et qualité des soins, santé sexuelle et reproductive, genre, démarche qualité en laboratoires d'analyse médicale et hygiène hospitalière. Ces diagnostics ont permis de définir les axes d'amélioration et un plan d'action adapté aux besoins de chaque structure.

« L'approche genre se concrétise de plusieurs façons dans le projet PasserElles : dans la formation de pairs éducatrices et éducateurs qui ont appris à analyser leurs actions sous le prisme de l'approche genre. Cela signifie mettre de nouvelles lunettes pour regarder comment est organisée la société, quels sont les rapports de domination femmes / hommes mais aussi vis à vis des personnes minorisées du fait de leur orientation sexuelle et identité de genre [...]. En se posant chaque fois la question : est-ce que ce que nous proposons va renforcer le pouvoir d'agir des femmes et des personnes minorisées ? est-ce que nous avons identifié comment partager cette approche avec les agents de santé ? »

Dr. Carine FAVIER, Experte genre et santé

Le projet cible : 664 personnels de santé, les équipes cadres de moughataa (départements), les directions régionales de santé, et les directions centrales partenaires du Ministère de la Santé.

Bénéficiaires du programme : 32 000 femmes enceintes par an, 32 000 enfants de moins de 5 ans par an dont 16 000 filles, 3585 personnes vivant avec le VIH-SIDA dont 1700 femmes, 1328 personnes vivant avec la tuberculose dont 450 femmes bénéficieront du projet.

Partenaire financier : Expertise France - L'Initiative

Partenaire institutionnel : Ministère de la Santé mauritanien

MALI

TUBERCULOSE ET VIH/SIDA : DÉPISTER ET PRENDRE EN CHARGE LES POPULATIONS VULNÉRABLES MALIENNES

Nos partenaires opérationnels :

Associations pour la Résilience des Communautés pour l'Accès au Développement et à la Santé PLUS (ARCAD Santé PLUS)

Centres de Santé de Référence de 26 Districts sanitaires

Maison Centrale d'arrêt (MCA) de Bamako, 20 Maisons d'arrêt et de Correction (MAC)

Centres de santé communautaire et leurs organes de gouvernance (association de santé communautaire)

Au Mali, la tuberculose demeure un problème de santé publique. En 2018, on estime que 10 000 personnes sont décédées des suites de la maladie, cependant, 6 800 nouveaux cas et rechutes étaient déclarés (Source : Organisation Mondiale de la Santé). Ces écarts de détection s'expliquent principalement par l'irrégularité du dépistage. La majorité des décès par tuberculose pourrait être évitée moyennant un diagnostic précoce et un traitement adapté.

La tuberculose est plus difficile à détecter chez les personnes séropositives : les dépistages peuvent être négatifs chez les personnes infectées à la fois par le VIH/sida et par la tuberculose, ce qui retarde le diagnostic et, *in fine*, la prise en charge médicale.

En outre, le taux de mortalité est plus élevé chez les personnes atteintes simultanément par les deux maladies, ces dernières ayant un système immunitaire affaibli.

Au Mali, Santé Sud et son partenaire **ARCAD Santé PLUS** sont chargés de mettre en œuvre la stratégie communautaire de lutte contre la tuberculose. Le projet accompagne les acteurs communautaires dans la lutte contre la tuberculose et renforce les activités de sensibilisation, de screening, de référence, de dépistage actif et de prise en charge. Il intervient également dans des maisons d'arrêt, où les conditions d'hygiène et de promiscuité favorisent la transmission de la tuberculose.

+ de 35 000 personnes bénéficiaires, dont des personnes sous-main de justice.

Santé Sud est engagée auprès des populations les plus vulnérables : l'exemple du milieu carcéral

« Il n'est pas du tout simple de lutter contre cette maladie contagieuse en milieu carcéral. L'intervention de Santé Sud vient répondre à des besoins réels. Nous pouvons ainsi organiser des séances de dépistage actif de la tuberculose et du VIH/sida et mieux informer les détenus. Moi-même, j'ai été formé par Santé Sud au counselling pour le dépistage de la tuberculose et du VIH, au screening (évaluation) du risque VIH et tuberculose, au protocole de prise en charge de la tuberculose et au suivi des malades de tuberculose et VIH en collaboration avec le centre de santé de référence »

Magnan Diakité, infirmier à la maison d'arrêt de Kadiolo

Partenaire financier : Fonds Mondial

Partenaires institutionnels : Direction Générale de la Santé (DGS), Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation surveillée (DNAPES), Directions Régionales de la Santé

MAROC**DE LA SANTÉ PHYSIQUE À LA SANTÉ MENTALE : VERS UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE****Nos partenaires opérationnels :**

Hôpital Régional de Boujdour
4 centres de santé communautaire de Boujdour

Dans la province de Boujdour au Maroc, les autorités sanitaires alertent d'une forte augmentation de l'incidence et de la prévalence de maladies chroniques, telles que le diabète, l'hypertension artérielle, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, etc. Cette évolution serait liée à la sédentarité, au changement du mode de vie, à la modification des habitudes alimentaires, au tabagisme, consécutifs à l'urbanisation d'une population auparavant nomade.

Par ailleurs, la province de Boujdour est marquée par l'absence d'unités de santé mentale pour le diagnostic, la prise en charge et le suivi des maladies psychiatriques, alors que la région compte plus de 50 000 personnes. En 2022, seul un accompagnement médicamenteux est proposé aux patient·es se présentant à l'hôpital, et les patient·es les plus sévères sont transféré·es vers la région voisine de Laâyoune (200km) pour leur prise en charge par un psychiatre.



CENTRE DE DIAGNOSTIC DE BOUJDOUR

« J'ai l'honneur de collaborer avec le staff de l'hôpital et avec l'équipe des experts Santé Sud dans le cadre de l'élaboration du plan d'établissement hospitalier. Cet accompagnement nous a permis d'acquérir de nouvelles compétences concernant l'analyse, l'organisation, la planification et la dispensation de soins de meilleure qualité. Cette collaboration commence à donner ses fruits, nous sommes engagé·es en tant que responsables de l'hôpital pour l'amélioration des soins offerts à la population. »

Cheffe de soins infirmiers du Centre Hospitalier de Boujdour

Santé Sud travaille à Boujdour depuis 2020 pour renforcer le système de santé de la province, en s'alignant sur les priorités nationales du ministère de la santé et les plans de développement régionaux.

Il s'agit également de travailler sur l'accueil et la prise en charge des patient·es souffrant de pathologies psychiatriques au sein de l'hôpital.

Le projet se focalise autour de 2 grands axes qui participent au développement d'une politique de démarche qualité du centre hospitalier de Boujdour par :

1. Le développement du Plan d'établissement hospitalier pour l'amélioration de la qualité de l'offre des soins, qui inclut un plan de formation continue à destination du personnel médical et administratif
2. Le développement d'une unité psychiatrique pour une meilleure prise en charge de la santé mentale dans la province

LE PROJET A DÉJÀ PERMIS L'ACCOMPAGNEMENT DE :

27 médecins 230 infirmier·ères
9 sages-femmes 2 chirurgien·nes-dentistes

Partenaire financier : Siemens Gamesa

Partenaire institutionnel : Ministère de la Santé, DRS

TUNISIE

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE SOINS

Nos partenaires opérationnels :

COSPE

Centre de Santé Globale (centro di salute globale)

Hôpital régional de Kasserine

En Tunisie, la région de Kasserine affiche des taux de pauvreté largement supérieurs à la moyenne nationale. Ces indicateurs sont conjugués à de faibles indicateurs de disponibilité des services de base, dont les soins de santé (source : Institut National de la Statistique Tunisie).

Santé Sud accompagne depuis 2022 l'hôpital régional de Kasserine dans la mise en œuvre de sa stratégie de réorganisation post-pandémie. Cet appui est réfléchi conjointement avec les professionnels de santé et les autorités locales, de manière à mettre en œuvre :

- ▶ Des formations en gestion de crise et réorganisation hospitalière suite à une crise
- ▶ Un accompagnement de l'hôpital à développer son Plan Blanc
- ▶ Des échanges de pratiques et d'expériences avec des hôpitaux du pourtour méditerranéen



« Kasserine est une région intérieure de la Tunisie qui a connu l'un des plus importants taux de COVID. Nous participons, avec notre partenaire COSPE (ONG italienne) au renforcement des compétences sur les prises en charge d'urgence à l'hôpital. Trois actions ont pu être menées : une étude diagnostic et un état des lieux de l'hôpital régional, deux formations sur la réanimation et l'approche territoriale, une formation au triage de patient-es. Un lien de confiance s'est créé avec l'hôpital et nous travaillons actuellement sur d'autres projets avec eux. »

Mathias Castillo, Chef de projet en Tunisie



PRISE EN CHARGE MÉDICALE D'UN ENFANT
PAR L'HÔPITAL DE KASSERINE

Notre impact

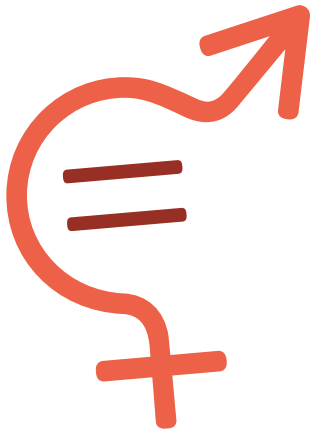
162 professionnel·les formé·es :

- 100 personnels de santé
- 15 cadres de santé
- 35 membres dirigeant-es des organismes de la société civile
- 12 personnes bénéficiant d'un voyage d'échange et de formation

450 000 patient-es bénéficient de l'amélioration de la gestion des crises dans le gouvernorat de Kasserine.

Partenaire financier : Région Provence Alpes Côtes d'Azur

Partenaires institutionnels : Région de Kasserine, Direction Régionale de la Santé, Région Toscane, Région PACA



SANTÉ, DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS ET ÉGALITÉ DE GENRE



**NOMBRE
DE PROJETS**

3



PAYS COUVERTS

Madagascar, Mauritanie, Maroc, Tunisie et Burkina Faso



**GROUPES
CIBLES**

+ DE 280 000 FEMMES, HOMMES,
ADOLESCENT·ES ET NOUVEAU-NÉS
+ DE 1600 PROFESSIONNEL·LES DE
SANTÉ



**BÉNÉFICIAIRES
FINAUX·ALES**

+ 1,3 MILLION
de personnes

Dans les pays du Sud, le manque d'accès aux soins de santé reproductive est la première cause de décès parmi les filles et les femmes en âge de procréer, selon le Fonds des Nations Unies pour la Population.

Pour répondre à ces besoins, Santé Sud a fait du renforcement de la santé et des droits sexuels et reproductifs l'une de ses priorités stratégiques depuis plus de 30 ans. L'association porte des programmes visant à la fois l'offre et la demande de services en santé sexuelle de qualité.

Ainsi, les actions de Santé Sud visent à renforcer les structures et les ressources humaines des services spécialisés (gynécologie, obstétrique et néonatalogie-pédiatrie) par le biais de formations dédiées et adaptées aux contextes et moyens d'intervention. En parallèle de ces actions de formation, Santé Sud agit au plus proche des populations pour mieux faire connaître les droits en matière de santé sexuelle et reproductive afin que chacun·e puisse maîtriser ses choix.

L'objectif est de permettre à chacun·e d'**accéder à un parcours de soins de qualité, respectueux et choisi, et de participer à l'évolution des perceptions** sur les droits et la santé sexuels et reproductifs.

MADAGASCAR

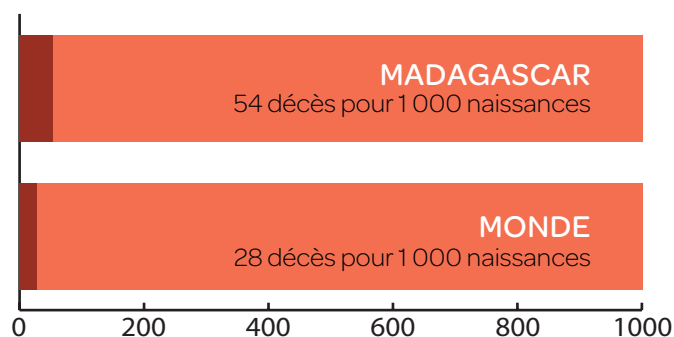
RENFORCER LA SANTÉ INFANTILE ET SEXUELLE DES POPULATIONS RURALES

L'accès aux soins à Madagascar est mis en difficulté par un manque de moyens et d'accès à des centres de santé, notamment en milieu rural. Les services de santé publics et privés sont éloignés des populations isolées et largement sous équipés.

À Madagascar

61% de la population du pays vit en zone rurale en 2020, selon les chiffres de la Banque Mondiale

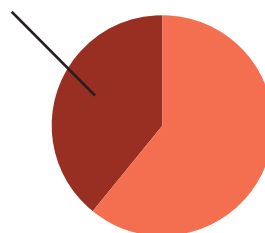
Taux de mortalité infantile



Sources : Enquête Démographique et de Santé Madagascar 2021 (EDSMD-V) et Banque Mondiale

Prise en charge des accouchements

61% Des accouchements **ne sont pas pris en charge** par des professionnel·les de santé, notamment en zone rurale.



INAUGURATION OFFICIELLE DU CENTRE D'ACCOUCHEMENT COMMUNAUTAIRE DE MANAKANA, DISTRICT ANJOZOROBE

Dans la région d'Analamanga, les centres de santé sont regroupés au niveau de la capitale, Tananarive, ce qui entraîne un isolement de ses zones rurales qui concentrent pourtant la majorité de la population régionale.

Santé Sud porte depuis 2021 un programme qui vise à améliorer l'accès et la qualité de l'offre de soins en zone rurale de la région Analamanga, et à favoriser la contribution des organisations de la société civile à l'amélioration des connaissances en matière de santé sexuelle pour les femmes et adolescent·es à travers une approche genre et droit à la santé.

« Le Cabinet d'Accouchement Communautaire (CAC) de Sarodivotra est situé en zone rurale, à 20km de la commune de Mangasoavina où se trouve le centre de référence. La majorité des femmes et des enfants de Sarodivotra ne peut pas bénéficier des soins de ce centre de référence. Le CAC leur permet de bénéficier de soins de qualité et de proximité. Grâce à la collaboration avec Santé Sud, je suis formée aux soins maternels et infantiles. je suis aussi équipée de matériel médical. Ainsi, je peux mettre mes compétences au service de ma commune et réduire la mortalité infantile et maternelle. »

Tsinjo Ranivopamantanantsoa, Sage-femme exerçant depuis 2020 dans le Cabinet d'Accouchement Communautaire (CAC) de Sarodivotra.

Concrètement, plusieurs actions sont menées par Santé Sud et ses partenaires :

- ▶ Accompagner l'installation de sages-femmes exerçant en cabinets d'accouchement en zone rurale par la formation, un stage pratique dans le cabinet d'une sage-femme déjà installée, la réhabilitation et l'équipement du local mis à disposition par la population
- ▶ Renforcer la qualité des prestations de santé dispensées pour les services de santé de référence dans ces cabinets
- ▶ Réaliser des actions de sensibilisation sur la santé sexuelle selon une approche genre en mobilisant les organisations de la société civile locales

Notre impact

+ de 55 000 personnes ont été sensibilisées entre 2021 et 2022

13 sages-femmes ont été formées et accompagnées à l'installation de centres d'accouchement communautaires

80% du personnel de santé des services de santé de référence a été formé à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfance (PCIME)

80% du personnel de santé des services de santé de références a été formé en soins obstétricaux et néonataux d'urgence

Partenaires financiers :

Agense Française de Développement (AFD)

Direction de la Coopération internationale de Monaco (DCI)

Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)

Partenaires institutionnels à Madagascar :

Direction Régionale de la Santé Publique (DRSP) Analamanga

Services de District de la Santé Publique (SDSR) : Anjozorobe, Ankazobe et Manjakandriana

Association Nationale des Sages-Femmes de Madagascar (ANSFM)

Association des Médecins Communautaires de Madagascar (AMC-MAD)

Direction de la Santé Familiale (DSFa)

Institut National de Santé Publique Communautaire (INSPC)

Direction des Instituts de Formation des Paramédicaux (DIFP)

Ordre National des Sages-Femmes de Madagascar (ONFSM)

MAURITANIE

AMÉLIORER LA SANTÉ DES FEMMES ET DES NOUVEAU-NÉS

Santé Sud travaille dans les régions du Guidimakha, de l'Assaba, et du Hodh El Gharbi, régions identifiées comme prioritaires par le Ministère de la Santé Mauritanien en consortium avec MdM- Espagne et l'AMPF. Il s'agit de régions avec une population particulièrement jeune : 22,3% de la population a entre 10 et 19 ans. Ces jeunes souffrent d'un manque d'accès à des services d'informations et de soins adaptés à leurs besoins, ce qui impacte fortement leur santé.

Nos partenaires opérationnels :

[Médicos del Mundo](#)

[Association Mauritanienne Pour la Promotion de la Famille \(AMPF\)](#)

[MMS \(Mères du Monde en Santé\)](#)

[Expertise France](#)

[DATA Santé](#)



ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNEL·LES DE SANTÉ

Part d'adolescentes ayant eu une grossesse précoce :

21% En milieu rural

12% En milieu urbain

Dans les trois régions d'interventions :

41,7% Des accouchements ont lieu en dehors des structures de santé

58,3% Des accouchements ont lieu dans des structures de santé

33% des adolescentes accouchent sans assistance médicales en zone rurale

Pour chaque 100 000 naissances vivantes, 424 femmes meurent lors de la grossesse, l'accouchement ou dans les 42 jours après la fin de la grossesse.

C'est dans ce contexte que Santé Sud s'engage, en Mauritanie, pour le renforcement du continuum de soins en santé sexuelle, reproductive et infantile.

Concrètement, nous travaillons au renforcement des capacités des personnels de santé des structures en santé primaire à travers des formations en situation de soins, à l'amélioration de la coordination des soins et à la prise en compte de la satisfaction des usager·ères.

Les capacités des acteur·rices communautaires, des agent·es de santé, des organisations de la société civile et des leaders communautaires ont été renforcées afin que ces dernier·ères assurent des actions de sensibilisation, de promotion de la santé, de prévention, d'identification, de suivi et de référencement vers les structures de santé.

En particulier, Santé Sud a mené en 2022 des actions auprès des femmes souffrant de fistules obstétricales par trois biais :

1. L'orientation vers les dispositifs de prise en charge des patientes
2. L'accompagnement dans le parcours de soin jusqu'à la phase post-opératoire
3. Le renforcement des capacités des chirurgien·nes mauritanien·nes

Notre impact

Santé Sud en Mauritanie renforce le pouvoir d'agir des femmes et des adolescentes sur leur santé

+ de 38 000 femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires directs des activités de promotion de la santé et amélioration de la qualité des soins

+ de 1500 dossiers patient·es créés avec le logiciel Datasanté

12 femmes souffrant de fistules obstétricales prises en charge et accompagnées sur le long terme

+48% de progression de l'amélioration de la qualité des gestes et de la pratique des soins

Partenaire financier : Agence Française de Développement (AFD)

Partenaires institutionnels :

Ministère de la Santé (Service de Santé Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescents), Ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille (MASEF), Direction Générale de la Sûreté (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation), Directions Régionales de la Santé (DRS), Directions hospitalières, Coordination du MASEF, Direction régionale de l'Education Nationale, Direction Régionale des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Origine

MAROC, TUNISIE, BURKINA FASO

PROJET SENTINELLES

AU MAGHREB ET AU SAHEL, DES ACTIONS POUR LA PROMOTION DE LA SANTÉ, DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS ET DE L'ÉGALITÉ DE GENRE

Nos partenaires opérationnels :

Maroc :

[Réseau LDDF-
INJAD](#)

Tunisie :

[Association Beity](#)
[Groupe Tawhida Ben Cheikh](#)

Burkina Faso :

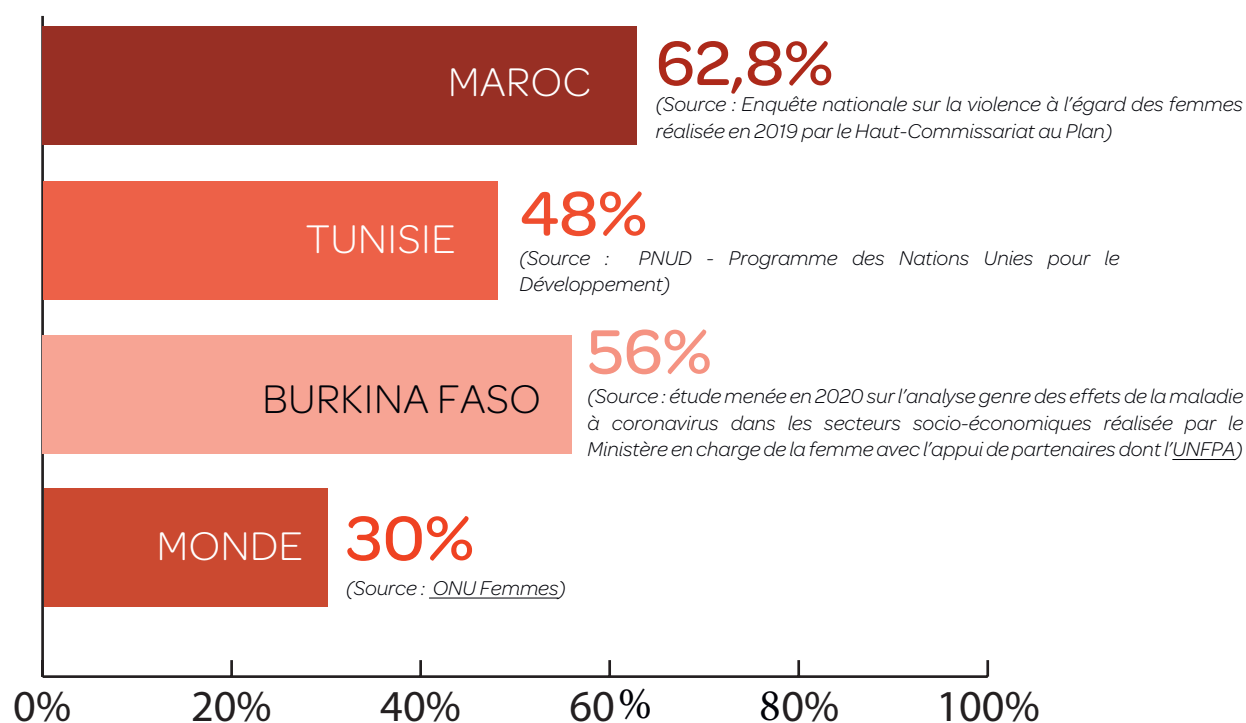
[Voix des Femmes](#)
[Fondation RAMA](#)

L'année 2022 a marqué le lancement d'un projet d'envergure au Maroc, au Burkina Faso et en Tunisie.

Dans ces trois pays, les systèmes de santé et de protection sociale sont fragiles, les violences gynécologiques et obstétricales nombreuses et inscrites dans le continuum de violences de genre vécu par les femmes.

Les violences basées sur le genre telles que les mutilations génitales féminines, les violences sexuelles, le mariage précoce, les grossesses précoces et non désirées sont omniprésentes.

Proportion de femmes ayant subi au moins un acte de violence au cours de leur vie



Aussi, au Burkina Faso, 70% des femmes ne perçoivent pas le mariage précoce et forcé, le viol, les coups et blessures, l'excision et le harcèlement sexuel comme étant des violences faites aux femmes (source : étude menée en 2020 sur l'analyse genre des effets de la maladie à coronavirus dans les secteurs socio-économiques réalisée par le Ministère en charge de la femme avec l'appui de partenaires dont l'UNFPA)

Dans les pays où les violences basées sur le genre sont importantes, les systèmes de santé peuvent à leur tour se révéler porteurs de violences : violences gynécologiques et obstétricales ou faiblesses dans la prise en charge des victimes de violences.

De même, l'environnement social, marqué par des normes et des stéréotypes de genre, limite l'accès à l'information sur les droits sexuels et reproductifs, constituant un frein supplémentaire à l'accès à des soins gynécologiques adaptés pour les femmes, notamment les plus jeunes.



SESSION DE TRAVAIL DE COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU MAROC

Les équipes de Santé Sud travaillent dans ces trois pays d'intervention au renforcement des droits des adolescent-es, des femmes et des victimes de violences basées sur le genre à une information et des soins de qualité, bienveillants et respectueux en santé sexuelle et reproductive.

Face au caractère systémique des inégalités de genre, présentes tant dans l'environnement privé que public, Santé Sud a identifié des leviers à plusieurs échelles afin de déconstruire les normes et stéréotypes de genre et d'améliorer les connaissances et les pratiques des individus et de la société.

Santé Sud travaille ainsi sur les éléments suivants :

- ▶ La formation des professionnels de santé de proximité
- ▶ La sensibilisation aux droits sexuels et reproductifs afin de rendre chacun-e acteur-trice de sa santé et maître de ses choix
- ▶ La concertation avec les organisations de société civile et les acteurs publics pour une action pérenne et concertée
- ▶ L'intervention dans les collèges et les lycées afin de sensibiliser les jeunes aux droits sexuels et reproductifs

Partenaires financiers :

Union Européenne (Maroc)

Agence Française de Développement (Burkina, Tunisie, Maroc)

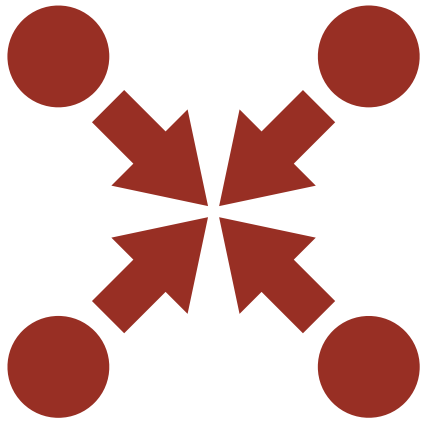
Denibam

Partenaires institutionnels :

Ministère de la Santé du Maroc

Ministère de la Santé de la Tunisie

Ministère de la Santé du Burkina Faso



SANTÉ COMMUNAUTAIRE



**NOMBRE
DE PROJETS**

2



PAYS COUVERTS

France (Mayotte) et Mali



**BÉNÉFICIAIRES
FINAUX-ALES**

+ 580 000
personnes

Pour que la santé soit accessible à tous·tes, il est nécessaire d'aller à la rencontre des personnes les plus vulnérables.

Les communautés les plus vulnérables ont un faible accès à la santé pour diverses raisons : éloignement géographique, déserts médicaux, manque d'information, pauvreté extrême, peur des autorités du fait d'une situation administrative irrégulière, discrimination dans l'accès aux soins, stigmatisations, etc. Dans les zones d'intervention de Santé Sud, face à tous ces freins, de nombreuses populations sont éloignées des soins alors que leurs besoins sont importants.

Notre démarche en santé communautaire propose de travailler directement avec les membres de la communauté (habitant·es, organisations de la société civile et structures publiques), pour permettre aux populations d'être actrices des choix relatifs à leur santé.

Dans ce sens, nos équipes forment des relais communautaires, c'est-à-dire des habitant·es usager·ères citoyen·nes reconnu·es par leurs pair·es, qui ont pour rôle de mobiliser la population locale afin d'identifier et de faire remonter les besoins prioritaires en santé.

Sur cette base, des campagnes de sensibilisation, de dépistage et de prévention en santé sont mises en œuvre localement, en coopération avec divers partenaires locaux. Grâce à un travail de coordination fait avec des professionnel·les de santé, établissements sanitaires et organisations de la société civile locales, les communautés sont accompagnées vers ces structures pour rétablir leur prise en charge par le système de santé local et retrouver des parcours de santé fluides.

Enfin, les projets en santé communautaire mis en œuvre par Santé Sud proposent non seulement de rétablir le lien entre les communautés et les établissements de santé, mais aussi d'améliorer les compétences des personnels de santé, pour une meilleure qualité de l'accueil des usager·ères et des soins proposés.

« La santé communautaire est le processus par lequel les membres d'une collectivité, géographique ou sociale, conscients de leur appartenance à un même groupe, réfléchissent en commun sur les problèmes de leur santé, expriment leurs besoins prioritaires et participent activement à la mise en place, au déroulement et à l'évaluation des activités les plus aptes à répondre à ces priorités.

OMS, Charte d'Ottawa



MAYOTTE

UN PROJET COMMUNAUTAIRE AUPRÈS DES POPULATIONS VULNÉRABLES

Nos partenaires opérationnels :

Horizon	ACFAV
La Croix Rouge Française	REPEMA
Mlezi Maore	Protection Maternelle Infantile de Petite Terre
RéDiabYlang	Terre

Les conditions de vie à Mayotte sont particulièrement complexes pour une grande partie de la population : **2 personnes sur 3 vivent dans des quartiers prioritaires avec un faible accès à l'eau courante, à l'eau potable et à l'électricité.** Le taux de natalité est l'un des plus importants en France mais s'accompagne de déficits de prise en charge médicale se traduisant par des indicateurs de santé périnatale globalement plus défavorables que dans les autres départements français. (source: Agence Régionale de Santé)

Le manque d'accès à des soins médicaux de qualité à Mayotte est inquiétant. Effectivement, 45 % des habitant-es ont déjà dû renoncer à des soins médicaux faute d'accès à des centres de santé ou en raison de temps d'attente trop importants (enquête Santé DOM de l'European Health Interview Survey).

L'inégale répartition de l'offre de soins liée à la géographie du territoire, à des motifs psychoculturels et financiers, à l'isolement social et territorial et à l'absence d'affiliation à une protection sociale conduisent à des difficultés d'accès aux soins, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive.



RELAIS COMMUNAUTAIRE SUR LE TERRITOIRE MAORAI

Santé Sud intervient depuis 2021 en appui et avec les communautés de Petite Terre au sein des quartiers classés « prioritaires » de La Vigie et Totto Rossa

Notre projet vise à sensibiliser, dépister et orienter les populations de ces quartiers, grâce au travail de l'équipe de relais communautaires. Ces dernier-ères sont issu-es des quartiers ciblés et ont une bonne connaissance du contexte et des habitudes des habitant-es.

Formé-es et accompagné-es par Santé Sud, les 13 relais communautaires sensibilisent :

- ▶ à la santé infantile, au dépistage de la malnutrition infantile et, plus globalement, à la nutrition et aux maladies hydriques
 - ▶ à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, dont la contraception et les violences basées sur le genre
 - ▶ aux maladies non transmissibles et aux maladies liées à l'environnement
- Ils et elles accompagnent par ailleurs les populations vers les structures de santé du territoire.

L'action est basée sur des partenariats avec les acteurs locaux tels que Mlezi Maore, RéDiabYlang et Protection Maternelle Infantile de Petite Terre. Santé Sud participe à leur coordination afin d'optimiser la transmission d'informations et la synergie entre les actions.

Notre impact

- + de 600 enfants dépistés - malnutrition
- + de 300 personnes sensibilisées à la santé nutritionnelle
- + de 280 personnes sensibilisées à la santé sexuelle et reproductive
- + de 15 000 préservatifs distribués
- + de 160 personnes dépistées - diabète / hypertension

Partenaire financier et institutionnel :
Agence Régionale de Santé de Mayotte

MALI**À BAMAKO, FACILITER L'ACCÈS AUX DISPOSITIFS DE PROTECTION SOCIALE DES FAMILLES LES PLUS VULNÉRABLES****Nos partenaires opérationnels :**

Les associations de la société civile de la Commune 4 de Bamako

Les Associations de santé communautaire (ASACO)

Le Mali connaît un taux de mortalité infantile élevé (62/1000) et ce notamment en zone urbaine, malgré une densité de structures de soins plus importante qu'en zone rurale (source : Banque Mondiale, 2021)

Les mécanismes de protection sociale mis en place depuis une vingtaine d'années s'avèrent encore faiblement efficaces et ne couvrent que 22% de la population. Ainsi, les 78% restants sont contraints à adhérer à des mutuelles de santé privées, à condition d'en avoir les moyens. Le gouvernement malien a cependant mis en place un régime d'assurance maladie universelle (RAMU) proposant :

- ▶ Une assurance maladie obligatoire (AMO) pour les populations du secteur formel (environ 16 % de la population).
- ▶ Une assurance maladie volontaire (AMV, via des mutuelles) pour le secteur informel et agropastoral (75-80 % de la population), offre d'assurance contributive proposée par l'Union technique de la mutualité Malienne (UTM).
- ▶ Un régime d'assistance médicale (RAMED) pour les personnes indigentes, dans l'incapacité de s'acquitter de la moindre cotisation (5 à 10 % de la population).

Le projet accompagne les communautés de la Commune IV de Bamako à des dispositifs de protection sociale et à la facilitation de l'accès à un parcours de soins de qualité, en coopération avec 4 centres de santé communautaires.

Pour cela, Santé Sud a développé une démarche en santé communautaire, multi-acteurs et intégrée, qui combine des actions de formation, d'information, de sensibilisation, d'appui à l'accès aux services de proximité et d'accompagnement des communautés vers les organisations de la société civile et les services socio-sanitaires.

En parallèle, les 4 centres de santé bénéficient de formations et d'appui pour un meilleur accueil et une prise en charge gratuite de ces patient-es. Des réunions d'échange avec les organisations de la société civile locale sont aussi organisées.

Visites des familles, porte à porte et autres activités d' « Aller vers » les familles les plus vulnérables sont mises en œuvre par les AMSS. Un suivi spécifique de la santé des enfants de moins de 5 ans est conduit et, si nécessaire, les enfants sont référés au centre de santé pour consultation.



SESSION DE SENSIBILISATION DANS LES QUARTIERS

Santé Sud a ainsi mené auprès des populations sur l'ensemble du projet :

900 enquêtes sociales permettant d'obtenir le statut d'indigent réalisées

350 immatriculations au RAMED de familles indigentes

100 causeries touchant 2496 personnes, sur les dispositifs de protection sociale

100 causeries éducatives sur la santé, la nutrition, l'éducation, la formation professionnelle, et le handicap, au bénéfice de 963 personnes, majoritairement des femmes

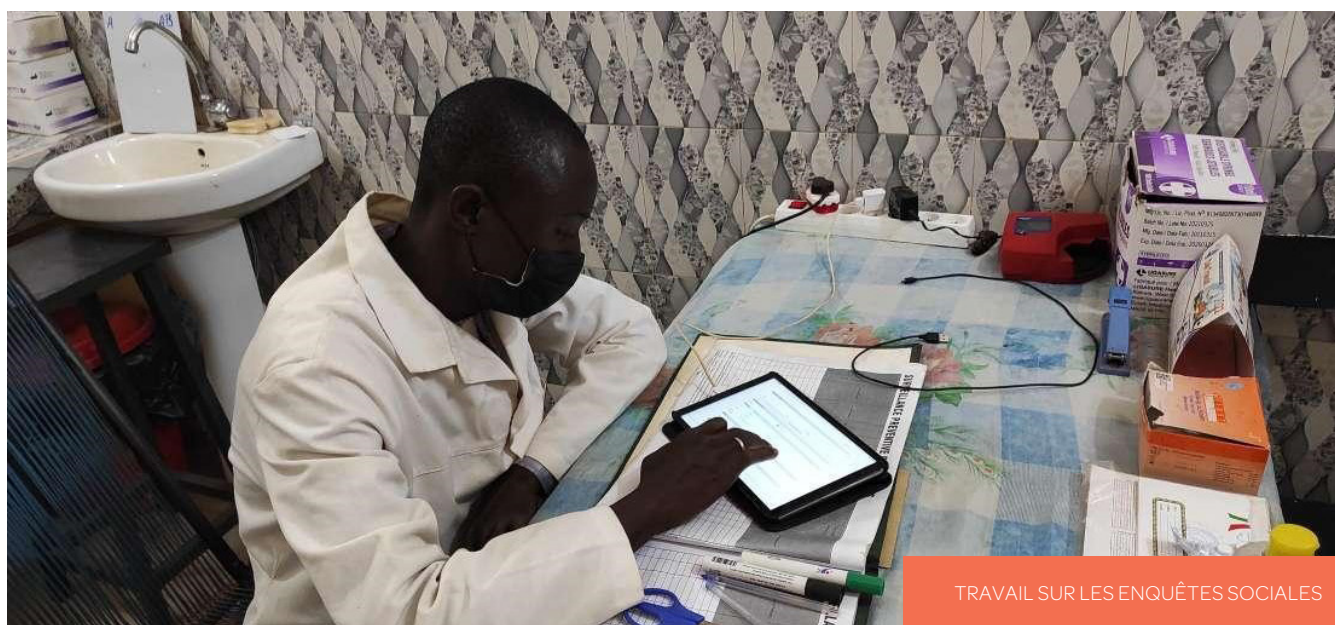
300 immatriculations à l'AMV de familles

12 400 visites à domicile pour le suivi sanitaire de 760 enfants de 0-5 ans de familles vulnérables

Ainsi que des formations auprès des professionnel·les et acteur·rices de santé sur les dispositifs de protection sociale et la prise en charge des indigents

12 professionnel·les de santé

59 membres de la société civile



TRAVAIL SUR LES ENQUÊTES SOCIALES

Très satisfait de l'obtention du récépissé d'immatriculation au RAMED (mécanisme de protection sociale), une bénéficiaire témoigne :

*Je remercie Santé Sud pour nous avoir permis d'obtenir le RAMED.
« Moi, je n'étais pas au courant qu'il y avait un tel dispositif mis en place par le gouvernement pour aider les personnes pauvres comme nous. Maintenant je bénéficie gratuitement des soins au centre de santé de référence de la commune 4 quand je suis malade. »*

Partenaires financiers : Agence Française de Développement (AFD), Fondation Eurofins

Partenaires institutionnels :

4 Centres de Santé Communautaire (CSCoM) de la Commune IV: Taliko, Lassa, Hamdallaye et Labiabougou

Le Centre de Santé de Référence de la Commune IV (CSRéf)

L'Union technique de la Mutualité Malienne (UTM)

L'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM)

La Mairie de la Commune IV et son Service Local de Développement Social (SLDS)



ENFANCE : SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT



NOMBRE DE PROJETS

4



GROUPES DE BÉNÉFICIAIRES CIBLES

- + 13 professionnel·les de santé formé·es
- + 80 professionnel·les des organismes de la société civile accompagné·es
- + 125 établissements accompagnés



PAYS COUVERTS

Madagascar, Tunisie et Maroc



BÉNÉFICIAIRES FINAUX·ALES

+ 210 000
personnes

Santé Sud travaille à l'amélioration de la santé infantile ainsi qu'à la prévention, au dépistage précoce et à la prise en charge du handicap et de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans.

Nos programmes visent à identifier tous les facteurs et situations d'inégalités pouvant empêcher l'épanouissement des plus jeunes et limiter leur accès aux droits afin d'apporter des réponses adaptées.

La prévention de l'abandon, l'amélioration de la prise en charge des enfants sans soutien familial, la lutte contre les stigmatisations, l'appui aux jeunes en risque de rupture sociale et le dépistage et la prise en charge précoces du handicap sont les axes majeurs des projets de Santé Sud.



TUNISIE

DEUX PROJETS POUR LA JEUNESSE

Prévenir l'abandon et favoriser un accompagnement de qualité des enfants en situation de délaissement parental

Notre partenaire opérationnel :

Réseau Amen France Tunisie (RAET)



UN ATELIER CUISINE MENÉ PAR L'UNE DES UNITÉ DE VIE D'ACCUEIL (UVA)

En Tunisie, la naissance d'enfants issus de relations hors mariage est stigmatisée et génère une pression auprès des jeunes parents pouvant parfois résulter à des comportements extrêmes tels que l'abandon. Selon le Ministère des Affaires Sociales du pays, les enfants naissant au sein de familles monoparentales sont plus susceptibles d'être abandonnés et placés dans des établissements d'accueil, cela concerne 500 enfants chaque année.

Santé Sud mène depuis 2018 un projet pour accompagner les établissements de protection de l'enfance en proposant notamment des formations sur les bonnes pratiques pour prévenir et mieux prendre en charge le délaissement parental.

Dans cet objectif, il s'agit, d'une part, d'accorder une attention particulière aux enfants nés hors cadre du mariage pour prévenir leur abandon et, d'autre part, de recréer un univers familial favorable au développement des enfants en situation de délaissement parental.

Trois types d'acteurs ont été accompagnés sur ce projet, porté depuis 2020 par Santé Sud en Tunisie :

- ▶ Les Unités de Vie d'Accueil d'enfants sans soutien familial membres du Réseau Amen Enfance Tunisie (RAET)
- ▶ Les Unités de Vie d'Accueil de l'Institut National de Protection de l'Enfance (INPE)
- ▶ Les acteurs régionaux

Une attention particulière est accordée à l'alternative familiale que constitue le placement en famille d'accueil.

Cette alternative est, en effet, un moyen de sortir rapidement les enfants d'une unité de vie institutionnelle, pensée en ce sens comme un accueil d'urgence. Santé Sud accompagne les établissements à formaliser des modalités de placement familial de moyen terme.

Cette étape reste préliminaire à un placement familial durable : la famille biologique quand cela est possible ou l'intégration dans une famille kafila ou adoptive.

NB : La Kafala est une mesure d'accueil légal d'un enfant mineur (dit makfûl) par une famille (dite kafil) indiquant l'engagement de sa prise en charge matérielle, de son éducation et de sa protection. Cette mesure révoquable ne crée aucun lien de filiation entre le recueillant et l'enfant.



« Le projet a permis de mettre en place et relancer le placement familial provisoire. Une dynamique régionale et pluri-acteurs a été animée entre structures sociales, associations et autorités responsables de la protection de l'enfance pour créer un pool de familles d'accueils professionnalisées. »

Malek ELLOUMI, chef de projet RN Tunisie

Treize micro-projets financés et menés par les Unités de Vie Associatives (UVA) du Réseau Amen Enfance Tunisie - RAET, portent sur la mise en place de lieux d'hébergement d'urgence destinés aux femmes avant et après l'accouchement, de lieux de rencontres et d'orientation ainsi que des ateliers de formation qui leur sont dédiés.

Le panel de formations proposées a ainsi permis à ces femmes de découvrir diverses activités dans le cadre d'ateliers d'esthétique, d'onglerie, de pâtisserie, de couture et de coiffure... L'objectif est de leur permettre de gagner en autonomie pour qu'elles puissent par la suite lancer leurs propres activités génératrices de revenus, de manière pérenne.

Partenaires financiers :

Agence Française de Développement, Direction de la Coopération Internationale de Monaco, Fondation MASALINA

Partenaire institutionnel : Ministère des Affaires Sociales tunisien

Jeunes en rupture sociale et radicalisé-es : construire des alternatives pour et avec eux-elles

Les dispositifs alternatifs à l'insertion ou à la réinsertion des jeunes en risque de rupture sociale sont limités en Tunisie. Santé Sud travaille sur le territoire du Grand Tunis afin de proposer des solutions éducatives alternatives.

Notre partenaire opérationnel :

Ado +

Un projet mené depuis 2018 et finalisé sur l'année 2022 avait pour objectif de travailler conjointement avec les organismes de la société civile, les organisations institutionnelles locales et les jeunes concerné-es, afin de proposer des temps qualitatifs pour former et orienter les jeunes.

Plus spécifiquement, il s'agit d'appuyer les organisations de la société civile tunisienne à construire, aux côtés des pouvoirs publics, des alternatives pour et avec les jeunes en risque de rupture sociale ou en voie de radicalisation à travers :



UN PROJET CITOYEN CONDUIT PAR LES ADOLESCENT-ES ET JEUNES ADULTES POUR LA CRÉATION DE LIEN SOCIAL

- ▶ La mise en réseau et le renforcement de compétences d'acteur·rices complémentaires de l'insertion des jeunes, notamment à travers la définition et la diffusion de cadres de référence communs permettant d'améliorer la qualité et l'impact des dispositifs d'insertion, et de favoriser la prise en compte complète des besoins des jeunes pour une insertion réussie (« sortie positive »)
- ▶ La mobilisation des jeunes pour créer et développer des initiatives locales, devenant ainsi acteurs de leur insertion et de leur vie citoyenne
- ▶ La mise en lien avec les acteurs de l'insertion professionnelle et de la formation, pour inscrire les jeunes dans un véritable parcours de vie
- ▶ Des formations pour l'amélioration de l'offre de services en direction des jeunes
- ▶ Des ateliers de diagnostics partagés en direction des jeunes
- ▶ Des échanges de pratiques France/Tunisie
- ▶ Des actions spécifiques pour lutter contre l'addiction, les violences institutionnelles
- ▶ Le développement d'outils spécifiques permettant l'amélioration du suivi des jeunes

Partenaires financiers :

Agence Française de Développement

UNICEF

Direction de la Coopération Internationale de Monaco

Partenaire institutionnel :

Direction Générale de la Promotion Sociale

MAROC

ENFANCE SANS SOUTIEN FAMILIAL AU MAROC : PRÉVENIR, REPÉRER ET PRENDRE EN CHARGE LES TROUBLES DU DÉVELOPPEMENT

Notre partenaire opérationnel :

Association de l'Enfance Handicapée (AEH)

Au Maroc, la détection et la prise en charge précoce du handicap reste insuffisante malgré plusieurs politiques publiques relatives au handicap chez la petite enfance. Pourtant, 1,6 % des enfants de moins de cinq ans vivent avec un handicap. (Source : Enquête Nationale sur le Handicap, 2014, M)

L'action de Santé Sud dans la région de Souss Massa au Maroc a pour objectif de favoriser la protection, l'autonomie et l'intégration sociale des enfants sans protection familiale à travers un accompagnement respectueux de leurs droits.

Dans le cadre de ce projet, Santé Sud a appuyé la création d'une unité d'intervention mobile, portée par l'Association de l'Enfance Handicapée et composée de quatre professionnel·les paramédicaux·cales.

Cette unité intervient auprès des établissements de protection sociale et permet de :

- ▶ Repérer les enfants aux besoins spécifiques
- ▶ Effectuer des bilans auprès de ces jeunes
- ▶ Former les professionnel·les éducatifs au repérage précoce du handicap



SESSION DE FORMATION

L'unité d'intervention mobile intervient aussi auprès de femmes en difficultés sociales afin de transmettre les messages clés en périnatalité et ainsi agir en amont de l'abandon.

Concrètement, le programme porté par Santé Sud a permis de :

- ▶ Renforcer la structuration, le fonctionnement et la qualité des prestations réalisées par l'Unité d'Intervention Mobile
- ▶ Accompagner la mise en œuvre d'ateliers de sensibilisation en périnatalité
- ▶ Accompagner l'élaboration d'un pré-projet de service pour une unité de dépistage et de prise en charge précoce du handicap
- ▶ Accompagner l'opérationnalisation du projet d'établissement de protection sociale Tazzanine

En 2022, nous avons accompagnés, soutenus et suivis :

- ▶ + de 60 enfants sans soutien familial
- ▶ + de 230 enfants en situation de handicap
- ▶ + de 150 femmes vulnérables

Santé Sud fait de la sensibilisation un axe indispensable d'intervention

La sensibilisation, c'est informer un public qui, a priori, n'est pas sensible à la thématique ou la cause abordées. La sensibilisation permet de changer le regard de la société sur une problématique et ainsi de faire évoluer considérablement les mœurs et les pratiques. Conscient que sans sensibilisation, une action n'est pas pérenne, Santé Sud, dans ses programmes, met l'accent sur une sensibilisation de qualité.

Au Maroc, dans le cadre de ce projet, 8 ateliers de sensibilisation ont eu lieu regroupant plus de 300 femmes. Elles ont été sensibilisées aux différentes thématiques liées à la périnatalité et au développement de la petite enfance. La santé materno-infantile et la prévention du handicap ont suscité un vif intérêt, notamment en milieu rural et ce, grâce à une approche de sensibilisation communautaire.

Partenaire financier :
Fondation Dora

L'approche en sensibilisation communautaire repose sur des relais communautaires - des habitant·es de la communauté identifié·es et formé·es - qui mobilisent la population locale et garantissent leur participation et leur implication. De plus, pour mener à bien ces séances de sensibilisation, l'unité d'intervention mobile s'est associée à une sage-femme afin de garantir un appui technique en matière de périnatalité.

MADAGASCAR**RÉDUIRE LA
MALNUTRITION
CHRONIQUE EN ZONE
RURALE****Notre partenaire
opérationnel :**

Association Malagasy pour le
Développement Economique, Social et
Environnemental (AMADESE)

À Madagascar, près d'un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance (rapport taille/âge) et 42% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale (rapport poids/âge) ce qui constitue une situation de malnutrition chronique. (Source : Statistiques de l'UNICEF, 2018)

Le retard de croissance est le résultat d'un processus cumulatif qui commence pendant la grossesse et se poursuit pendant la petite enfance. Les épisodes répétitifs de maladies telles que la diarrhée, le paludisme ou les infections respiratoires aiguës, associés à une insuffisance alimentaire altèrent la croissance de l'enfant.

Les causes sous-jacentes du retard de croissance sont multifactorielles, liées aux soins, aux pratiques d'alimentation de la mère et de l'enfant, à la sécurité alimentaire et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Les régions de Madagascar les plus affectées par la malnutrition chronique sont celles des Hauts Plateaux où les prévalences sont supérieures à 60% ; régions d'intervention de Santé Sud. (Source : *Plan National d'Action pour la Nutrition, Madagascar, 2017-2021*)

La malnutrition chronique, dans les communes rurales de la région Analamanga, résulte de la combinaison de divers facteurs :

- ▶ La difficulté à assurer une diversité alimentaire minimale aux nouveau-nés et jeunes enfants comme aux femmes enceintes et allaitantes, du fait de la structure productive locale et d'habitudes alimentaires à faible apport nutritionnel
- ▶ Le faible accès à des soins spécialisés de qualité et de proximité pour les femmes et les enfants
- ▶ La faible appropriation par les populations des recommandations en matière de santé sexuelle et reproductive et de santé de la reproduction des adolescent-es et des jeunes
- ▶ Un accès déficient à une eau de boisson salubre, à des infrastructures d'assainissement améliorées et à des dispositifs permettant le lavage des mains

En outre, la pandémie de Covid-19 a exacerbé cette situation en réduisant le pouvoir d'achat des populations et entraînant une baisse de fréquentation des structures de santé.

L'action de Santé Sud vise à renforcer les compétences de sages-femmes en matière de prévention, de dépistage et de prise en charge de la malnutrition.

Par an, quasiment 4 000 étudiant-es sages-femmes sortants d'établissements de formation publics et privés bénéficient de formations sur la malnutrition.

De plus des actions de sensibilisation sont réalisées auprès des communautés afin de renforcer les connaissances et les bonnes pratiques en matière de nutrition et de soins.



DEFRICHAGE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE COMPOSTIÈRE,

Au niveau communal, une approche intégrée, participative et multisectorielle de la lutte contre la malnutrition est en création. Pour cela, Santé Sud forme et accompagne les acteur·rices public·ques et privé·es communaux·ales sur les enjeux de la malnutrition pour permettre l'émergence de cadres de concertation multisectoriels autour de la problématique. Aussi, des jardins pédagogiques communautaires sont mis en place afin de promouvoir la diversification alimentaire.

Les populations suivantes, impactées par l'ensemble des facteurs concourant à la malnutrition chronique, bénéficient d'une prise en charge adaptée et d'actions de sensibilisation ciblées :

- ▶ + de 6 000 femmes en âge de procréer soit la totalité des femmes de 15 à 49 ans vivant dans un rayon de 5km autour des 13 cabinets d'accouchement communautaires.
- ▶ + de 4 000 enfants de moins de 5 ans soit la totalité des enfants de moins de 5 ans vivant dans un rayon de 5km autour des 13 cabinets d'accouchement communautaires.
- ▶ + de 2 600 adolescent·e·s soit la totalité des garçons et filles agé·e·s de 15 à 19 ans vivant dans un rayon de 5km autour des 13 cabinets d'accouchement communautaires.
- ▶ + de 2 000 ménages



TRAVAIL COMMUNAUTAIRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN COMPOST SUR UN JARDIN PARTAGÉ

Partenaire financier : Union Européenne

Partenaire institutionnel : Ministère de la Santé Publique de Madagascar

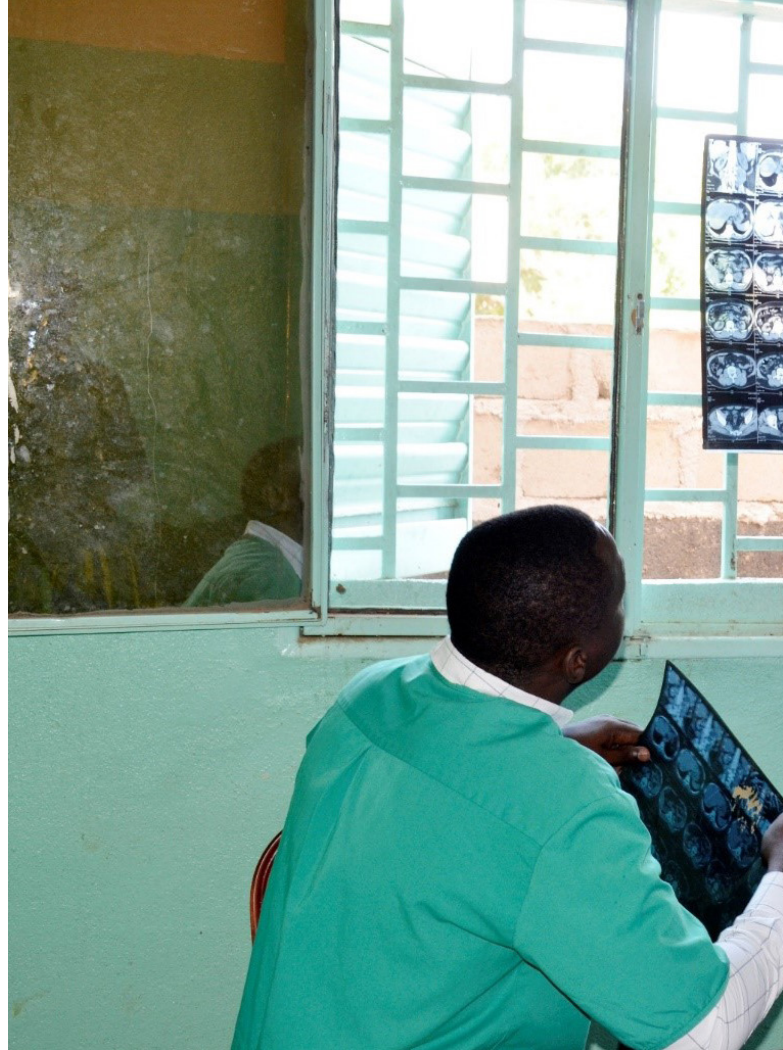
POUR EN SAVOIR PLUS

RENDEZ-VOUS SUR www.santesud.org

**OU SUIVEZ-NOUS SUR
LES RÉSEAUX SOCIAUX**     

RÉSUMÉ DES PROJETS MENÉS PAR SANTÉ SUD PENDANT L'ANNÉE 2022

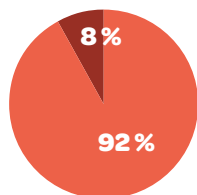
PAYS	PROJETS
MÉDICALISATION DES ZONES RURALES	
Mali, Bénin et Guinée	Médicalisation des zones rurales à travers la promotion de médecins généralistes communautaires au Bénin, en Guinée et au Mali
Mali	Formation à la médecine d'urgence
Mali	Renforcement de la qualité des soins de santé par l'amélioration du diagnostic dans les centres de santé communautaires dirigés par les médecins en milieu rural
Madagascar	Assistance technique à l'extension du processus d'accompagnement à l'installation des agent-es de santé du secteur public malgache nouvellement affecté-es en centre public de santé de base en zone rurale
MALADIES PRIORITAIRES	
Mauritanie	Projet concerté pour le renforcement des mécanismes de lutte contre la drépanocytose en Mauritanie
Mali	Décentralisation de la prise en charge de la drépanocytose en zones rurales au Mali
Mauritanie - Mali	Promouvoir la lutte contre la drépanocytose en Afrique de l'Ouest
Mauritanie	Programme d'appui à l'intégration des services de santé sexuelle et reproductive pour le renforcement de la lutte contre le VIH-SIDA, la tuberculose, le paludisme et leurs co-infections selon une approche genre
Mali	Améliorer l'accès au dépistage et au traitement du VIH et de la tuberculose pour les populations clés et vulnérables du Mali
Maroc	Renforcer le système de santé de la province de Boujdour au Maroc
Tunisie	Saha Lebes - Renforcer la résilience des systèmes de soins dans le cadre de la crise Covid-19 en Tunisie
SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET ÉGALITÉ DE GENRE	
Madagascar	Promouvoir la santé, les droits sexuels et reproductifs et la santé infantile dans les zones rurales d'Analamanga
Mauritanie	Renforcement du continuum des soins de santé sexuelle, reproductive et infantile et lutte contre toute forme de violences basées sur le genre
Burkina Faso, Maroc, Tunisie	Programme concerté pour la promotion de la santé, des droits sexuels et reproductifs et de l'égalité de genre au Sahel et au Maghreb
SANTÉ COMMUNAUTAIRE	
France (Mayotte)	Une démarche communautaire renforcée pour la promotion globale de la santé des populations vulnérables à Mayotte
Mali	Faciliter l'accès aux dispositifs de protection sociale et sanitaire des familles vulnérables en commune de Bamako
ENFANCE : SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT	
Tunisie	Pour une protection de remplacement respectueuse des droits des enfants en Tunisie
Tunisie	Construire des alternatives pour et avec les jeunes en risque de rupture sociale et de radicalisation
Maroc	Prévenir, repérer et prendre en charge les troubles du développement chez les enfants sans soutien familial dans la région de Souss Massa
Madagascar	Contribuer à réduire la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans vivant en zone rurale





RAPPORT FINANCIER 2022

CHIFFRES CLÉS



BUDGET 2022: 3,8 MILLIONS €

Total des produits d'exploitation retraité du report de fonds dédiés.

- Coûts directs des projets terrain **92%**
- Frais de levée de fonds et de fonctionnement **8%**

COMPTE DE RÉSULTAT

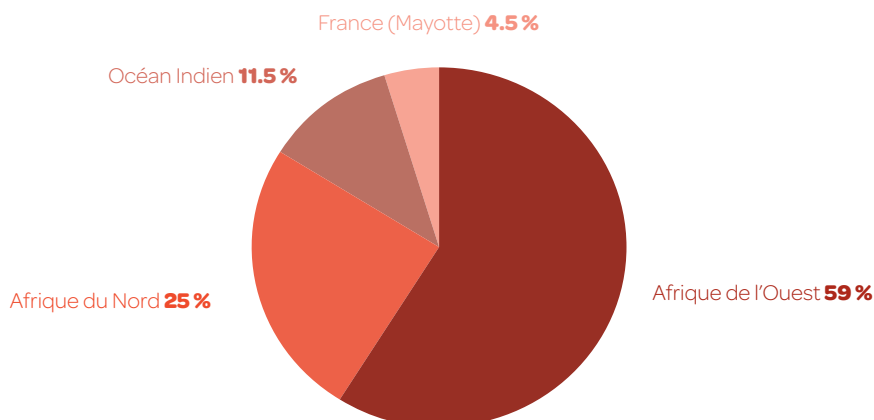
Total au 31/12/2022

Cotisations	212
Produits de tiers financeurs	4 533 370
- Subventions d'exploitation	3 036 589
- Ressources liées à la générosité du public	55 690
- Contributions financières	1 441 091
Ressources de l'association	4 533 581
Reprises sur provisions et transferts de charges	41 240
Utilisation des fonds dédiés	1 710 602
Autres produits de Gestion Courante	33 230
Produits d'exploitation	6 318 653
Achats	2 083 681
Impôts et taxes	44 146
Charges de personnel	1 668 888
Dotations aux amortissements et aux provisions	10 050
Engagements à réaliser sur ressources affectées	2 509 129
Autres charges	30 605
Charges d'exploitation	6 346 500
Résultat d'exploitation	-27 847
Résultat financier	2 195
Résultat exceptionnel	14 891
Impôts sur les sociétés	-216
Résultat net	-10 978

BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

ACTIF EN €	Au 31/12/2022	PASSIF EN €	Au 31/12/2022
Actif immobilisé	415 091	Fonds propres	83 857
Immobilisations incorporelles	2 391	Dont résultat de l'exercice	-10 978
Immobilisations corporelles	1 326		
Immobilisations financières	411 374	Fonds dédiés	2 509 129
Actif circulant	2 597 780	Provisions pour risques et charges	112 000
Autres créances	395 374		
Disponibilités et placements	2 202 406	Emprunts et dettes financières	1 816
		Dettes d'exploitation	306 069
TOTAL BILAN ACTIF	3 012 871	TOTAL BILAN PASSIF	3 012 871

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE EN % DU BUDGET



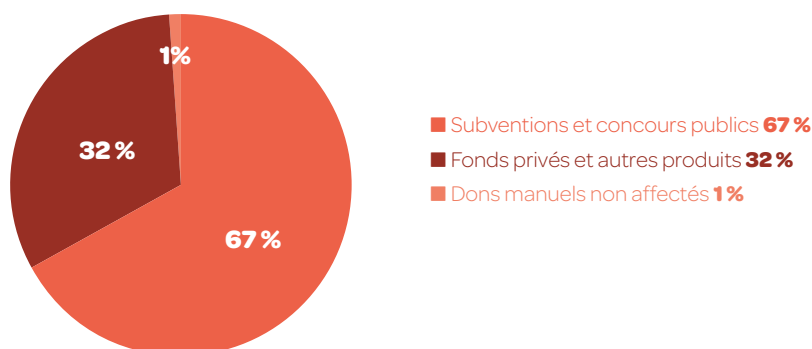
UNE ACTIVITÉ EN PLEIN ESSOR

En 2022, le chiffre d'activité global s'élève à 3,8 millions €, ce qui maintient la forte hausse constatée en 2021. Cette stabilité témoigne de l'essor des activités de Santé Sud ces dernières années, en résultat notamment :

- ▶ D'une plus grande attractivité de nos projets auprès des organismes de financement à la suite de la réorganisation de nos programmes en cinq domaines d'action.
- ▶ De la conception de programmes ambitieux et visant un impact durable et répliquable à une large échelle.

RESSOURCES

Les ressources de Santé Sud proviennent à 67 % de bailleurs publics, 32 % de fondations et organismes privés, et à 1 % de dons individuels.



RÉSULTAT

En 2022, Santé Sud parvient à se rapprocher de l'équilibre financier grâce aux efforts de l'ensemble des équipes et au développement de nouveaux grands projets. Ce résultat porte les fonds propres de l'association à 84k€.

Les comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 2022, ont été contrôlés et certifiés par le cabinet EY. Ils ont été établis selon les principes et méthodes comptables admises en France, en conformité avec le plan comptable appliqué aux associations et aux fondations.

SANTÉ SUD REMERCIE

tout-es ces donateur-rices et partenaires privés et publics qui rendent ses actions possibles.

AFD
ANDORRE
ARS
BANQUE MONDIALE
CICM
DENIBAM
EKO ENERGY
EUROFINS
EXPERTISE FRANCE
FAET
FONDATION DORA
FONDATION GROUPE EDF
FONDATION MASSALINA

FONDATION MÉRIEUX
FONDS DE DOTATION DE LACOMPAGNIE
FRUITIÈRE
FONDS MONDIAL
FRÈRES DE NOS FRÈRES
GOUVERNEMENT MONACO
L'INITIATIVE
RÉGION PACA
SIEMENS GAMESA
SYNERGIE SOLAIRE
THE CANADA FUND FOR LOCAL INITIATIVES
UNICEF
UNION EUROPÉENNE



SANTÉSUD

GroupesOS

ONG de solidarité internationale reconnue d'intérêt général luttant pour le droit à chacun·une d'être bien soigné·e, Santé Sud agit partout dans le monde pour accompagner les acteur·rices locaux·ales dans le renforcement de structures et systèmes de santé.

Santé Sud a été fondée en 1984 par une équipe de professionnel·les de santé qui intervenaient dans des missions d'urgence en Afrique et en Asie souhaitant lutter durablement contre les inégalités chroniques dans l'accès aux soins par le renforcement de systèmes de santé avec la philosophie d'agir sans remplacer.

Forte de son réseau de professionnel·les et de ses méthodes intégrées sur mesure, Santé Sud accompagne les initiatives locales pour permettre l'accès durable de tous·tes à des soins de qualité.

Santé Sud est une association de GROUPE SOS aux côtés de centaines d'organisations sœurs, œuvrant pour l'efficacité de la solidarité internationale, le développement d'entreprises à impact positif et le changement systémique au profit des populations les plus vulnérables.

GroupesOS
Entreprendre au profit de tous

Le **Groupe SOS** est un **groupe associatif, acteur majeur de l'économie sociale et solidaire, leader européen de l'entrepreneuriat social.**

Il regroupe **650 établissements et services, associations et entreprises sociales** qui entreprennent au profit des **personnes en situation de vulnérabilité, des générations futures et des territoires.** Depuis sa création en 1984, lors des années sida, le Groupe SOS : **combat** toutes les exclusions, agit pour l'accès de toutes et tous à l'essentiel et **innove** face aux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux.

Non-lucratif, sans actionnaire, les actions du Groupe SOS et de ses 22 000 personnes employées ont un impact en France et dans plus de 40 pays dans le monde, auprès de 2 millions de bénéficiaires.

SANTÉSUD

GroupesOS



IMPLIQUEZ-VOUS À NOS CÔTÉS!

EN ASSOCIANT VOTRE EXPERTISE À NOS PROJETS

Santé Sud s'appuie pour agir sur les pratiques et les connaissances d'expert-es de la santé nationaux-ales et internationaux-ales dans 40 domaines différents.

EN SUIVANT ET EN RELAYANT NOTRE ACTUALITÉ

Joignez-nous et relayez notre actualité sur les réseaux sociaux. Vous informer et informer vos proches, c'est déjà agir à nos côtés.

EN NOUS OFFRANT VOTRE DON, PONCTUEL OU RÉGULIER

Santé Sud a besoin de vous pour poursuivre ses actions de renforcement des systèmes de santé. N'attendez plus : faites un don sur www.santesud.org.

ONG de solidarité internationale luttant pour le droit à chacun-une d'être bien soigné-e, Santé Sud agit partout dans le monde pour accompagner les acteur-rices locaux-ales dans le renforcement de structures et systèmes de santé. Forte de son réseau de professionnel-les et de sa méthodologie selon une approche intégrée et sur mesure, Santé Sud permet l'accès durable de tous-tes à des soins de qualité. Santé Sud est une association de Groupe SOS.

GroupesOS
Entreprendre au profit de tous